



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 37 du 21 septembre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 21 septembre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1451
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	1451
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	1451
Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy.....	1451
Arrêté S.G.A.R. n° 2012-281 en date du 10 juillet 2012 portant modification n° 1 à l'arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-est.....	1451
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1451
CABINET.....	1451
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1451
Arrêté N° 0149/2012/SIDPC du 6 septembre 2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public.....	1451
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1452
Bureau des usagers de la route.....	1452
Arrêté du 13 septembre 2012 relatif à la session 2013 du certificat de capacité professionnelle de taxi.....	1452
Arrêté du 17 septembre 2012 portant agrément en tant que gardien de fourrière à M. Francis BARBERI à 54190 Villerupt.....	1452
Arrêté du 17 septembre 2012 portant agrément en tant que gardien de fourrière à M. Daniel MERSCH à 54780 Giraumont.....	1452
Bureau des étrangers.....	1453
Arrêté du 13 septembre 2012 portant agrément de l'association « ARS » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile.....	1453
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1454
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1454
Arrêté du 11 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény.....	1454
Arrêté du 11 septembre 2012 dressant le projet d'extension du périmètre de la communauté de communes des pays du Sel et du Vermois aux communes de Lupcourt, Saffais et Ville-en-Vermois.....	1454
Arrêté du 11 septembre 2012 dressant le projet d'extension du périmètre de la communauté de communes du Bayonnais aux communes de Tonnoy et de Ferrières.....	1455
Bureau des procédures environnementales.....	1455
Arrêté N° 2012-520 du 12 septembre 2012 portant création de la commission de suivi de site Société BARISIEN - Installation de stockage de déchets non dangereux de Conflans en Jamisy et de Labry.....	1455
Arrêté du 14 septembre 2012 portant transformation du comité local d'information et de concertation en commission de suivi du site SEVEAL de Ludres.....	1457
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1458
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1458
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1458
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-074 en date du 7 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité de la signalisation « contre-sens » sur la RN 52.....	1458
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-076 en date du 13 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement des bretelles de l'échangeur « Lunéville-Château » situé au PR26+500 de la RN4, et de la section courante de la RN4, sens Strasbourg-Nancy, entre les PR29+800 et 26+000.....	1460
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-077 en date du 13 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de déploiement du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle de l'autoroute A33, sens Paris-Strasbourg, entre les PR 12+600 et 10+200.....	1462
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1464
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1464
Etablissements de santé.....	1464
Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0979 du 18 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable à la Maison Hospitalière de Baccarat au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 0000 072.....	1464
Arrêté ARS-DT 54 N° 984/2012 du 17 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	1465
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1465
Service produits de santé et biologie.....	1465
Arrêté ARS n° 2012-0963 du 12 septembre 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la société MEDIDOM pour son site de rattachement sis à Laxou (54520).....	1465
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	1466
Affaires juridiques et marchés publics.....	1466
Arrêté DREAL-2012-23 du 11 septembre 2012 portant subdélégation de signature.....	1466
Prévention des risques.....	1469
Arrêté N° 2012-SPR-DRTI-003 en date du 19 avril 2012 accordant délégation à l'APAVE pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve, au titre du décret du 2 avril 1926 modifié, des appareils à pression n'entrant ni dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, ni dans celui de l'arrêté ministériel du 18 août 2010, dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1469
Arrêté N° 2012-SPR-DRTI-007 en date du 19 avril 2012 accordant délégation à l'APAVE pour le contrôle des épreuves hydrauliques des canalisations d'eau surchauffée et de vapeur d'eau prévues par l'arrêté du 6 décembre 1982 susvisé et pour le contrôle des épreuves des accessoires desdites canalisations qui sont soumis, en tant que récipients, au décret du 2 avril 1926, dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1470
Arrêté N° 2012-SPR-DRTI-010 en date du 19 avril 2012 accordant délégation à l'APAVE pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve des appareils à pression n'entrant pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, au titre du décret du 18 janvier 1943 modifié, et de l'arrêté du 18 août 2010, dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	1471
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1472
Arrêté n° 56/2012 du 11 septembre 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	1472
Arrêté n° 57/2012 du 11 septembre 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	1473
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1474
Décision SAP/2012-2 du 4 septembre 2012 portant refus d'agrément d'un organisme de services à la personne.....	1474
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1474
Arrêté du 13 septembre 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	1474
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1475
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	1475
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/371 du 13 septembre 2012 portant dissolution de la 1ère association foncière et portant transfert du patrimoine foncier à la 2ème association foncière - Association foncière de Bouxières-aux-Chênes.....	1475
Unité forêt - chasse.....	1475
Arrêté n° 355 du 7 septembre 2012 autorisant la capture et l'abattage d'animaux ayant un comportement susceptible de présenter un risque pour la sécurité publique.....	1475
Arrêté n° 356 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mance.....	1476

Arrêté n° 357 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mancieulles.....	1477
Arrêté n° 358 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Cerville.....	1477
Arrêté n° 363 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt.....	1478
Arrêté n° 369 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Moutiers.....	1480
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1480
Prévention des risques.....	1480
Arrêté du 3 août 2012 portant modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) des communes de Thil et Hussigny-Godbrange.....	1480
Arrêté du 3 août 2012 portant modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la commune de Villerupt.....	1481
Arrêté du 3 août 2012 portant modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry.....	1481
Arrêté du 3 août 2012 portant révision du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de Trieux sur le territoire de la commune de Sancy.....	1482
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	1483
Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2012-022 du 12 septembre 2012 d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à Hussigny-Godbrange pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.....	1483
TRANSPORTS, SECURITE.....	1488
Unité Sécurité Routière.....	1488
Arrêté 2012/DDT/TS/068 du 7 septembre 2012 portant autorisation de circulation d'un petit train routier à LONGWY le 15 septembre 2012.....	1488
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1489
SECRETARIAT.....	1489
Arrêté du 19 septembre 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine DUBOIS LE PAN, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale.....	1489
Ordonnateur secondaire – Arrêté du 19 septembre 2012 portant subdélégation de signature.....	1493
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1494
AUTRES SERVICES.....	1494
UNIVERSITE DE LORRAINE.....	1494
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1494
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et formation.....	1494
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU.....	1495
Avis de recrutement sans concours du 11 septembre 2012 de 5 adjoints administratifs hospitaliers de 2e classe au centre psychothérapique de Nancy Laxou.....	1495
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	1495
Avis de vacance du 10 septembre 2012 d'un poste d'adjoint des cadres hospitaliers devant être pourvu au choix.....	1495
Avis de vacance du 10 septembre 2012 d'un poste d'assistant médico-administratif devant être pourvu au choix.....	1495
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	1496
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	1496
Avis de poste du 11 septembre 2012 par inscription par liste d'aptitude pour la promotion interne d'un agent de maîtrise dans la fonction d'agent de maintenance des équipements électriques.....	1496
Avis de concours sur titres du 19 septembre 2012 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction de standardiste.....	1496
Avis de concours sur titres du 19 septembre 2012 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction d'ouvrier de maintenance générale menuiserie/serrurerie/quincailleurie du bâtiment.....	1497

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES***Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy*

Arrêté S.G.A.R. n° 2012-281 en date du 10 juillet 2012 portant modification n° 1 à l'arrêté portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-est

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.215-2, L.231-2 à L.231-6-1 et D.231-1 à D.231-4 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-381 du 14 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-est ;
VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;
SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe à l'arrêté S.G.A.R. n° 2011-381 du 14 octobre 2011 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail du Nord-est est complétée comme suit :

Membres avec voix consultatives

Union nationale des associations familiales (UNAF) / Union départementale des associations familiales (UDAF)

- Est nommé : Suppléant : Monsieur LACRESSE Jean-Paul

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Secrétaire Général pour les Affaires régionales de Champagne-Ardenne, le Préfet du département de Meurthe et Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la région Champagne-Ardenne et de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pour le Préfet de la Région Lorraine,
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales,
Chantal CASTELNOT

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile*

Arrêté N° 0149/2012/SIDPC du 6 septembre 2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31 ;
VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13 ;
VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63 ;
VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;
VU l'arrêté du 2 mai 2005 et son arrêté modificatif du 30 décembre 2010 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
VU la demande d'agrément présentée par l'association ALAJI du 13/07/2012 ;
VU l'avis favorable du directeur départemental des services d'incendie et de secours du 31/08/2012 ;

ARRETE

Article 1er : Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1er, 2ème et 3ème degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'aide aux personnes des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé pour une durée de 5 ans à compter du 6 septembre 2012, à l'organisme suivant : ALAJI - 17, rue du bois de la Champelle - 54500 VANDOEUVRE.

Article 2 : Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des usagers de la route

Arrêté du 13 septembre 2012 relatif à la session 2013 du certificat de capacité professionnelle de taxi

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des transports,

VU le décret n° 95-935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi 95-66 du 20 janvier 1995 relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi,

VU le décret 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxis,

VU l'arrêté ministériel du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : La session 2013 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi est organisée en Meurthe-et-Moselle comme suit :

Les demandes d'inscription à l'intégralité des unités de valeur du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi, ou à certaines d'entre elles, doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) au plus tard, le mercredi 14 août 2013.

L'épreuve d'admissibilité comportant l'unité de valeur (UV) 1, l'UV 2 et l'UV 3 se déroulera le mardi 15 octobre 2013.

L'épreuve d'admission comportant l'UV 4, de portée locale, aura lieu à partir du lundi 25 novembre 2013.

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 17 septembre 2012 portant agrément en tant que gardien de fourrière à M. Francis BARBERI à 54190 Villerupt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à 13 et R 325-12 à 52 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005, relatif à la mise en fourrière et modifiant le code de la route (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, la mise en fourrière et la destruction des véhicules terrestres ;

VU la demande formulée par M. Francis BARBERI, gérant de la SARL Garage Saint Christophe située 1 rue Gambetta 54190 VILLERUPT ;

VU le rapport émis par le directeur départemental de la sécurité public de Meurthe-et-Moselle – circonscription de Villerupt - ;

VU l'attestation rédigée par M. Francis BARBERI par laquelle il s'engage à ne pas stocker les véhicules hors d'usage sur une surface supérieure à cinquante mètres carrés ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la sécurité routière lors de sa réunion du 7 septembre 2012 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Agrément du gardien de fourrière :

M. Francis BARBERI, gérant de la SARL Garage Saint Christophe, est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située 1 rue Gambetta 54190 VILLERUPT, conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 : Agrément des installations de fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

Article 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Francis BARBERI quatre mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 : Fonctionnement :

M. Francis BARBERI devra respecter les engagements écrits le 3 mai 2012 dans sa demande d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 : Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Brier,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de Villerupt,
- M. Francis BARBERI

Nancy, le 17 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Arrêté du 17 septembre 2012 portant agrément en tant que gardien de fourrière à M. Daniel MERSCH à 54780 Giraumont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à 13 et R 325-12 à 52 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005, relatif à la mise en fourrière et modifiant le code de la route (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, la mise en fourrière et la destruction des véhicules terrestres ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2007 par lequel j'ai agréé M. Daniel MERSCH, gérant du garage MERSCH situé avenue Sainte-Barbe 54780 GIRAUMONT en qualité de gardien de fourrière pour automobiles ;
VU la demande de renouvellement d'agrément présentée par M. Daniel MERSCH ;
VU le rapport par lequel les services de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine ont constaté que les véhicules hors d'usage étaient stockés sur une surface inférieure à cinquante mètres carrés lors de leur inspection en date du 22 août 2012 ;
VU l'attestation rédigée par M. Daniel MERSCH par laquelle il s'engage à ne pas stocker les véhicules hors d'usage sur une surface supérieure à cinquante mètres carrés ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Agrément du gardien de fourrière :

M. Daniel MERSCH, gérant du garage MERSCH, est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située avenue Sainte Barbe 54780 GIRAUMONT, conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 : Agrément des installations de fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

Article 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Daniel MERSCH trois mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 : Fonctionnement :

M. Daniel MERSCH devra respecter les engagements écrits le 7 novembre 2006 dans sa demande d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 : Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Brie ,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de Giraumont,
- M. Daniel MERSCH.

Nancy, le 17 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

Bureau des étrangers**Arrêté du 13 septembre 2012 portant agrément de l'association « ARS » pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII titre IV et en particulier l'article R.741-2 ;

VU la circulaire n° NOR/INT/D/05/00014C du 21 janvier 2005 relative aux conditions d'examen des demandes d'agrément des associations assurant la domiciliation des demandeurs d'asile ;

VU la demande présentée le 05 mars 2012 par l'association « ARS » sise 12, boulevard Jean Jaurès à Nancy en vue d'obtenir l'agrément pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

VU l'avis favorable de la direction départementale de la cohésion sociale en date du 24 juillet 2012.

CONSIDÉRANT que l'association « ARS » a été régulièrement déclarée le 19 décembre 1980 à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT que l'association « ARS » dispose des moyens nécessaires pour assurer la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'association « ARS » sise 12, boulevard Jean Jaurès à Nancy est agréée pour la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile dans le département de la Meurthe-et-Moselle pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : L'association « ARS » est tenue d'informer, sans délai, le préfet de Meurthe-et-Moselle de tout changement notable de ses modalités de fonctionnement susceptibles de remettre en cause le présent agrément.

Article 3 : L'association « ARS » est tenue de présenter la demande de renouvellement de l'agrément dans un délai de deux mois avant l'échéance fixée à l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : L'agrément pourra être retiré en cas de dysfonctionnements affectant la domiciliation postale des étrangers demandeurs d'asile, en cas de malversation ou de changement d'activité de l'association.

L'agrément ne pourra être suspendu ou retiré qu'après que l'association « ARS » ait été en mesure de faire valoir ses observations sur les dysfonctionnements constatés.

L'association « ARS » pourra, à tout moment, solliciter le retrait de son agrément.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Cet agrément n'est valable qu'au regard des dispositions de l'article R.741-2 livre VII – titre IV du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et ne saurait se substituer aux autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur nécessaires au fonctionnement de l'association.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés pour ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association « ARS » et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 11 septembre 2012 dressant le projet de périmètre de la future communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch intégrant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 III ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'avis émis sur ce projet de fusion par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 7 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que ce projet de fusion s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la nouvelle communauté de communes issue de la fusion de la communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson, de la communauté de communes du Froidmont, de la communauté de communes du grand Valmon et de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch et incluant les communes de Martincourt, Pagny-sur-Moselle, Vandières et Villers-sous-Prény est fixé comme suit :

a) communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson regroupant les communes de : Atton, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Jezainville, Maidières, Montauville, Morville-sur-Seille, Mousson, Norroy-lès-Pont-à-Mousson, Pont-à-Mousson et Port-sur-Seille,

b) communauté de communes du Froidmont regroupant les communes de : Bouxières-sous-Froidmont, Champey-sur Moselle, Lesménils et Vittonville,

c) communauté de communes du Grand Valmon regroupant les communes de : Autreville-sur-Moselle, Bezaumont, Landremont, Loisy, Sainte-Geneviève et Ville-au-Val,

d) communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch regroupant les communes de Belleville, Dieulouard, Gézoncourt, Griscourt, Rogéville, Rosières-en-Haye et Villers-en-Haye,

e) commune de Martincourt,

f) commune de Pagny-sur-Moselle,

g) commune de Vandières,

h) commune de Villers-sous-Prény.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- aux présidents des communautés de communes concernées par le projet de périmètre afin de recueillir l'avis des organes délibérants ;

- aux maires des communes incluses dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 11 septembre 2012 dressant le projet d'extension du périmètre de la communauté de communes des pays du Sel et du Vermois aux communes de Lupcourt, Saffais et Ville-en-Vermois

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 II ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'avis émis sur ce projet d'extension de périmètre par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 7 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que ce projet d'extension s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la communauté de communes des pays du Sel et du Vermois est fixé comme suit :

Azelot, Burthecourt-aux-Chênes, Coyviller, Dombasle-sur-Meurthe, Hudiviller, Lupcourt, Manoncourt-en-Vermois, Rosières-aux-Salines, Saffais, Saint-Nicolas-de-Port, Sommerviller, Varangéville et Ville-en-Vermois.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- au président de la communauté de communes des pays du Sel et du Vermois,

- au président de la communauté de communes du Saintois au Vermois,

- aux maires des communes incluses dans le périmètre de la communauté de communes des pays du Sel et du Vermois ainsi étendu, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 11 septembre 2012 dressant le projet d'extension du périmètre de la communauté de communes du Bayonnais aux communes de Tonnoy et de Ferrières

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment son article 60 II ;

VU la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

VU l'avis émis sur ce projet d'extension de périmètre par la commission départementale de la coopération intercommunale lors de sa séance du 7 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que le schéma départemental de coopération intercommunale n'a pas été arrêté en Meurthe-et-Moselle au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT que ce projet d'extension s'inscrit dans la démarche de rationalisation et de simplification de l'intercommunalité ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le projet de périmètre de la communauté de communes du Bayonnais est fixé comme suit :

Bayon, Borville, Brémontcourt, Clayeures, Crévéchamps, Domptail-en-l'Air, Einvaux, Ferrières, Froville, Haigneville, Haussonville, Landécourt, Lorey, Loromontzey, Méhoncourt, Romain, Rozelieures, Saint-Boingt, Saint-Germain, Saint-Mard, Saint-Rémy-aux-Bois, Tonnoy, Velle-sur-Moselle, Villacourt et Virecourt.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié

- au président de la communauté de communes du Bayonnais ;

- au président de la communauté de communes du Saintois au Vermois

- aux maires des communes incluses dans le périmètre de la communauté de communes du Bayonnais ainsi étendu, afin de recueillir l'accord de chaque conseil municipal.

Chaque assemblée délibérante dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour se prononcer.

À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, les présidents des communautés de communes et les maires des communes concernées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 11 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau des procédures environnementales**Arrêté N° 2012-520 du 12 septembre 2012 portant création de la commission de suivi de site Société BARISIEN - Installation de stockage de déchets non dangereux de Conflans en Jarnisy et de Labry**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001-510 du 26 juin 2002 modifié autorisant la société BARISIEN à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de CONFLANS EN JARNISY et de LABRY ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000-509 du 14 novembre 2000 portant création et fixant la composition de la Commission Locale d'Information et de Surveillance ;

CONSIDERANT que les dispositions relatives à la Commission Locale d'Information et de Surveillance mises en place par les arrêtés préfectoraux des 14 août 2003 et 23 mai 2007 sont échues depuis plus de trois ans et qu'il convient de procéder au remplacement de cette Commission Locale d'Information et de Surveillance par la création d'une Commission de Suivi de Site ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Il est créé une Commission de Suivi de Site pour l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur les territoires des communes de CONFLANS EN JARNISY et de LABRY et exploitée par la société BARISIEN.

L'arrêté préfectoral n° 2000-509 du 14 novembre 2000 portant création de la Commission Locale d'Information et de Surveillance est abrogé.

Article 2 : Composition de la commission

La composition de cette commission, qui devra être renouvelée dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté, est la suivante :

- Collège des Administrations de l'Etat :

- Monsieur le Préfet ou son représentant,

- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,

- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant,

- Monsieur le Délégué régional de l'Agence de l'Environnement de la Maîtrise de l'Energie ou son représentant,

- Monsieur le directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ou son représentant

- Collège des élus des collectivités territoriales

- Madame le maire de CONFLANS EN JARNISY ou son représentant

- Monsieur le maire de LABRY ou son représentant,

- Monsieur le maire de ABBEVILLE LES CONFLANS ou son représentant,

- Monsieur le maire de BONCOURT ou son représentant,

- Madame le maire des BAROCHES ou son représentant,

- Monsieur le maire de GIRAUMONT ou son représentant,

- Monsieur le maire de HATRIZE ou son représentant,

- Monsieur le maire de JARNY ou son représentant,

- Monsieur le maire de JEANDELIZE ou son représentant,

- Monsieur le maire d'OZERAILLES ou son représentant,

- Monsieur le maire de THUMEREVILLE ou son représentant,

- Monsieur le maire de VALLEROY ou son représentant,
- Monsieur le président de la Communauté de Communes du Jarnisy ou son représentant
- Collège des riverains ou des Associations de Protection de l'Environnement
- Monsieur le président du Centre d'Information de Traitement de Déchets (CITD) ou son représentant,
- Monsieur le président de la Ligue de Protection des Oiseaux ou son représentant,
- Monsieur le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour l'environnement et la qualité de la vie (FLORE 54) ou son représentant,
- Monsieur le président de la fédération des associations agréées de pêche et de pisciculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- Monsieur le président de l'association Vigilance Environnement du Jarnisy ou son représentant,
- Collège Exploitant :
 - Monsieur le directeur de la société BARISIEN ou son représentant,
- Collège des salariés protégés des installations :
 - Monsieur Steve MICHEL, « titulaire au comité d'entreprise »,
 - Monsieur Stéphane BERTRAND, « titulaire au comité d'entreprise »,
 - Madame Marie-Noëlle LOPEZ, « suppléante déléguée du personnel »,

Article 3 : Présidence de la commission

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Article 4 : Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres de la commission est de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Tout membre de la commission qui perd son mandat quel qu'en soit le motif sera remplacé dans les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur. Il sera nommé par le préfet pour la durée du mandat restant à courir.

Article 5 : Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission de suivi de site a pour missions :

- 1) De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 2) De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- 3) De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification des installations

- 4) De donner un avis sur l'étude d'impact relative à une procédure d'extension du centre de stockage de déchets, en application de l'article R 512-19 du Code de l'Environnement,

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est tenue régulièrement informée :

- 1) des décisions individuelles dont ces installations font l'objet en application des dispositions législatives du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement ;
- 2) des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnée à l'article R 512-69 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Article 6 : Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du préfet, président de la commission, et d'un représentant pour chacun des cinq collèges.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

Article 7 : Règles de fonctionnement**7-1 : fréquence de réunion de la commission**

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

7-2 : présentation du bilan de fonctionnement

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 125-29 adresse au moins une fois par an à la commission un bilan qui comprend en particulier :

Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;

Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement ;

Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R. 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;

Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;

La mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

La commission fixe la date et la forme sous lesquelles l'exploitant lui adresse ce bilan.

Les représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale membres de la commission l'informent des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour de ladite installation

7-3 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens de transmission, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

7-4 Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la Sous-Préfecture de BRIEY.

Article 8 : Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

Article 9 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture et Madame la Sous-Préfète de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 12 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 14 septembre 2012 portant transformation du comité local d'information et de concertation en commission de suivi du site SEVEAL de Ludres

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2-1, L 515-8, L515-15, R 125-8-1 à R 125-8-5, D.125-29 à D.125-34 ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) de l'établissement SEVEAL de Ludres ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 8 août 2007 portant modification de la composition du CLIC précité ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2009 portant renouvellement de la composition du CLIC ;
CONSIDÉRANT que les membres du CLIC avaient été nommés pour une période de 3 ans conformément aux dispositions de l'article D 125-30 VII du code de l'environnement, dispositions en vigueur à la date du dernier renouvellement de la composition du CLIC, et qu'il convenait donc de procéder au renouvellement de la composition du CLIC ;
CONSIDÉRANT que la procédure de consultation pour le renouvellement des membres du CLIC a été initiée le 22 décembre 2011, soit avant la publication du décret 2012-189 du 7 février 2012 ;
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre en conformité le CLIC en le remplaçant par une commission de suivi du site (CSS) conformément aux dispositions du décret n° 2012-189 du 7 février 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Création Il est créé une commission de suivi du site de l'établissement SEVEAL de Ludres.

Le périmètre de la commission est le périmètre d'exposition au risque défini en application de l'article L 515-15 du code de l'environnement.

Article 2 : Composition de la commission

I : la commission, est composée d'une part de 21 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administrations de l'État » comprend :

- le préfet ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant, chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile ou son représentant,
- le directeur départemental des territoires ou son représentant,
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ou son représentant, en charge de l'inspection du travail.

Le collège « Élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » comprend :

- M. Xavier DUSSAULX, adjoint au maire de Ludres,
- M. Denis DEFFOUN, adjoint au maire de Ludres,
- M. Jean-Daniel KIELISZEK, président délégué à la communauté urbaine du grand Nancy , titulaire, M. Serge BOULY, vice-président de la communauté urbaine du grand Nancy, suppléant.
- M. René MANGIN, vice président du conseil général

Le collège « exploitant » comprend :

- M. Jean-Christophe PIENNE, société SEVEAL, directeur logistique et responsable des plates-formes du groupe,
- M. Michel KORALEWSKI, société SEVEAL, responsable VAC,
- M. Philippe ANDRY, société SEVEAL, responsable QSHE,
- Mme Amélie CAYET, société SEVEAL, ingénieur QSHE

Le collège « riverains et associations de protection de l'environnement » comprend :

- M. Patrick CHAUMET, association Dynapôle entreprises, titulaire, Mme Jacqueline DOYEN, suppléante
- M. Laurent VALETTE, société MORY SAS,
- Un représentant de la société SOGAMEF
- M. Yves BERTHO, société Véolia Propreté
- Mme la directrice interrégionale de la navigation du Nord-Est ou son représentant

Le collège « salariés » comprend :

- M. Nicolas BRENON, société SEVEAL, membre du CHSCT

II : la commission comprend d'autre part les personnalités qualifiées suivantes :

- M. Olivier DUFAUD, École Nationale Supérieure des Industries Chimiques

Article 3 : Présidence et composition du bureau

3-1 Présidence : La commission sera réunie par les soins du préfet qui désignera lors de cette réunion le président de la commission. Celui-ci devra être obligatoirement un membre de la commission. Les membres présents ou représentés lors de cette réunion d'installation de la commission peuvent proposer au préfet un président, selon les modalités que la majorité d'entre eux aura retenue.

3-2 : Composition du bureau : La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant de chaque collège. La désignation des membres du bureau se fera lors de la réunion visée précédemment. Les modalités d'élection des membres du bureau sont choisies par la majorité des membres présents ou représentés de chaque collège.

3-3 : Les résultats de la désignation du président et des membres du bureau feront l'objet d'un arrêté complémentaire.

Article 4 : Durée du mandat

La durée du mandat des membres est de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions par le préfet.

Article 5 : Missions de la commission et informations à porter à connaissance :

La commission de suivi du site a pour mission :

- 1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- 3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement ;
- 4° Est associée à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan ;

La commission, à cet effet, est tenue régulièrement informée :

- 1° Des modifications mentionnées à l'article R. 512-33 du code de l'environnement que l'exploitant envisage d'apporter à ses installations ainsi que des mesures prises par le préfet en application des dispositions de ce même article ;
- 2° Du plan particulier d'intervention établi en application de l' article 15 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité

civile et du plan d'opération interne établi en application de l'article L. 512-29 du présent code et des exercices relatifs à ces plans ;

3° Du rapport environnemental de la société ou du groupe auquel appartient l'exploitant le cas échéant.

4° Par l'exploitant, des éléments compris dans le bilan mentionné à l'article D. 125-34 et qui comprend les éléments suivants :

Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;

Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R. 512-6 du code de l'environnement ;

Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R. 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;

Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;

La mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

La commission est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article R. 512-6 et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation. Son président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26.

La commission peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

L'exploitant peut présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Dans le cas où une concertation préalable à l'enquête publique est menée en application du I de l'article L. 121-16 du code de l'environnement, la commission constitue le comité prévu au II de cet article.

Sont exclus les éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

Article 6 : Règles de fonctionnement

6-1 : Fréquence de réunion de la commission :

La commission se réunit au moins une fois par an.

Le président doit réunir la commission si 3 membres du bureau le demandent ou si la majorité des membres en formule la demande motivée.

6-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions :

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis 14 jours calendaires avant la date de réunion de la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

6-2 : Participation des membres et quorum :

Lorsqu'il n'est pas suppléé ou représenté, chaque membre appartenant à un des 5 collèges peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer. Un membre ne peut recevoir qu'un mandat au plus.

Il n'est pas admis de représentant pour les personnalités qualifiées.

La commission de suivi de site ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si :

- au moins la moitié des membres sont présents ou représentés, sachant que les membres participant à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle sont pris en compte pour le calcul du quorum,

- au moins un membre de chaque collège est présent.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, la commission délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

Les règles de votes seront fixées de telle manière que chacun des cinq collèges y bénéficie du même poids dans la prise de décision. Elles préciseront, le cas échéant, la manière dont seront pris en compte les votes exprimés par les personnalités qualifiées.

6-3 : Secrétariat :

Le secrétariat de la commission de suivi de site est assuré par les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Article 7 : Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats. La liste nominative des membres de la commission est également mise à disposition du public dans les mêmes conditions.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer les modalités d'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau.

Article 8 : Abrogation - Dispositions transitoires - Délais et voies de recours

8-1 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 18 mai 2005 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) de l'établissement SEVEAL de Ludres, l'arrêté préfectoral en date du 8 août 2007 portant modification de la composition du CLIC précité et l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2009 portant renouvellement de la composition du CLIC sont abrogés à la date de signature du présent arrêté.

8,2 : Dispositions transitoires

Le CLIC de l'établissement Seveal de Ludres est dissous à compter de la signature du présent arrêté. Cependant , les avis rendus par le CLIC jusqu'à cette date restent valables.

8-3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 septembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-074 en date du 7 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de mise en conformité de la signalisation « contre-sens » sur la RN 52

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;
 VU le dossier d'exploitation en date du 06 septembre 2012 présenté par le district de Metz;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 07 septembre 2012;
 VU l'avis du district de Metz en date du 06 septembre 2012;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	00+000 à 14+000	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Entre l'échangeur de Crusnes et l'échangeur de Haucourt Moulaine	
NATURE DES TRAVAUX	Mise en conformité de la signalisation «contre-sens» + travaux d'entretien	
PERIODE GLOBALE	Lundi 10 septembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur ou se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs proche de l'échangeur en travaux (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	10 septembre 2012 de 8h30 et 15h	Sens Metz-Belgique Bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur : Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne, Haucourt-Moulaine.	Fermeture de la bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Une déviation sera mise en place par les échangeurs proche de l'échangeur en travaux
2	10 septembre 2012 de 8h30 et 15h	Sens Belgique-Metz Bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur : Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne, Haucourt-Moulaine.	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 7 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-076 en date du 13 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement des bretelles de l'échangeur « Lunéville-Château » situé au PR26+500 de la RN4, et de la section courante de la RN4, sens Strasbourg-Nancy, entre les PR29+800 et 26+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date de juillet 2012 présenté par le district de Nancy ;
VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 29/08/2012 ;
VU l'avis de la commune de Dombasle-sur-Meurthe en date du 31/08/2012 ;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 03/09/2012 ;
VU l'information du CRICR de Metz ;
VU l'avis du district de Nancy en date du 31/08/2012 ;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS DE REPÈRES - AK 5/SENS	Voir détail ci dessous	
SECTIONS À RÉPARER	29+800 à 26+000, sens 2, STRASBOURG-NANCY	
NATURE DES TRAVAUX	Fraisage et réfection de la couche de roulement de la section courante, sens 2, et des 4 bretelles de l'échangeur Lunéville-Château.	
PÉRIODE GLOBALE	Du 17/09/2012 au 01/10/2012	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Basculements du sens 2 sur sens opposé / fermeture d'un diffuseur avec déviations	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI	MISE EN PLACE PAR : - CEI

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

DATE	PR et SENS	SYSTEME D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Du 17/09 à 7h30 au 24/09 à 7h30	PR 29+800 à 26+000 sens 2 section 1	Basculement du sens 2 sur le sens 1, entre les ITPC des PR 30+940 et 25+500	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation de la vitesse à 50 km/h au droit des basculements. - Limitation de la vitesse à 90 km/h sur la section basculée. - Interdiction de doubler pour tous les véhicules. - Fermeture de l'aire de services d'Anthelupt. - Fermeture du ½ diffuseur Lunéville-Château. <p>Déviations : Les usagers en provenance de Strasbourg et souhaitant sortir à Lunéville-Château continueront sur la RN4 puis emprunteront la sortie « les sables », la rue de Blainville et l'avenue des Vosges pour retrouver la RD400. Les usagers en provenance de la RD400 et souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy au niveau du diffuseur Lunéville-Château seront réorientés vers l'échangeur « Les Sables » par la RD400, l'avenue des Vosges et la rue de Blainville pour retrouver la RN4.</p>
Du 24/09 à 7h30 au 26/09 à 18h00	PR 29+800 à 26+000 sens 2 section 2	Basculement du sens 2 sur le sens 1, entre les ITPC des PR 29+200 et 25+500	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation de la vitesse à 50 km/h au droit des basculements. - Limitation de la vitesse à 90 km/h sur la section basculée. - Interdiction de doubler pour tous les véhicules. - Réouverture de l'aire de services d'Anthelupt. - Fermeture du ½ diffuseur Lunéville-Château. <p>Déviations : Les usagers en provenance de Strasbourg et souhaitant sortir à Lunéville-Château continueront sur la RN4 puis emprunteront la sortie « les sables », la rue de Blainville et l'avenue des Vosges pour retrouver la RD400. Les usagers en provenance de la RD400 et souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy au niveau du diffuseur Lunéville-Château seront réorientés vers l'échangeur « Les Sables » par la RD400, l'avenue des Vosges et la rue de Blainville pour retrouver la RN4.</p>
Du 26/09 à 7h30 au 01/10 à 18h00	Diffuseur de Lunéville-Château (PR 26+500) sens 1 et 2	Fermeture	<p>Fermeture totale du diffuseur de Lunéville-Château:</p> <p>Déviations : Les usagers en provenance de Nancy et souhaitant sortir à Lunéville-Château devront emprunter la sortie précédente « Les Sables » puis emprunter la rue de Blainville et l'avenue des Vosges pour retrouver la RD400.</p>

			<p>Pour les usagers ayant raté la sortie « Les Sables », ils continueront sur la RN4 en direction de Strasbourg jusqu'à l'échangeur de Lunéville centre où ils feront demi-tour pour retrouver la RN4 en direction de Nancy et emprunter la sortie « Les Sables ».</p> <p>Les usagers en provenance de la RD400 et souhaitant emprunter la RN4 en direction de Strasbourg au niveau du diffuseur Lunéville-Château seront réorientés vers l'échangeur « Les Sables » par la RD400, l'avenue des Vosges et rue de Blainville pour reprendre la RN4 en direction de Strasbourg.</p> <p>Les usagers en provenance de Strasbourg et souhaitant sortir à Lunéville-Château continueront sur la RN4 puis emprunteront la sortie « les sables », la rue de Blainville et l'avenue des Vosges pour retrouver la RD400.</p> <p>Les usagers en provenance de la RD400 et souhaitant emprunter la RN4 en direction de Nancy au niveau du diffuseur Lunéville-Château seront réorientés vers l'échangeur « Les Sables » par la RD400, l'avenue des Vosges et la rue de Blainville pour retrouver la RN4.</p>
--	--	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Dombasle-sur-Meurthe ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Dombasle-sur-Meurthe.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-EST,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 13 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-077 en date du 13 septembre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de déploiement du Schéma Directeur de Signalisation Directionnelle de l'autoroute A33, sens Paris-Strasbourg, entre les PR 12+600 et 10+200

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 09/08/2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 10/09/2012 ;

VU l'avis du CRICR de Metz en date du 23/08/2012 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 09/08/2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A 33	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 12+600 au PR 10+200	
SENS	Sens 2 (Strasbourg-Paris)	
NATURE DES TRAVAUX	Remplacement de 3 portiques, 1 potence et 1 haut-mât de signalisation	
PERIODE GLOBALE	Du 17 septembre 2012 au 28 septembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Phase 1 : neutralisation de la voie de droite de l'A33 sens 2 Phase 2 : basculement de la circulation du sens 2 sur le sens 1	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Nancy CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
Travaux phase 1 : pose haut-mât PR 12+600				
1	Du 17 au 18 septembre 2012 de 20h30 à 05h00 sous réserve des aléas climatiques et techniques	AK5 sens 2 PR 14+100	Neutralisation de la voie de droite (voie lente)	- Limitation de la vitesse à 90 km/h. - Interdiction de doubler pour tous les véhicules.
Travaux phase 2 : pose de 3 portiques PR 10+334, 10+926 et 11+800, et 1 potence PR 10+170				
2	Du 19 au 28 septembre 2012 de 20h30 à 05h00 sous réserve des aléas climatiques et techniques	AK5 sens 1 PR 8+800 AK5 sens 2 PR 14+100	Neutralisation des voies de gauche (rapides) des sens 1 et 2 et basculement de la circulation du sens 2 sur le sens 1 par les ITPC des PR 12+120 et 10+120. Longueur du basculement : 2000 m Fermeture des bretelles Strasbourg-Nancy et Strasbourg-Épinal sens 2	- Limitation de la vitesse à 50 km/h au droit des basculements et 90 km/h sur la section basculée. - Interdiction de doubler pour tous les véhicules. Déviation : Les usagers en provenance de Strasbourg et souhaitant se rendre en direction de Nancy ou Épinal sont invités à rester sur la section courante de l'A33 jusqu'à l'échangeur n° 2 de Brabois où ils feront demi-tour en

			Fermeture de la bretelle Épinal-Paris sens 2	<p>prenant la bretelle de sortie Neuves-Maisons puis la RD974, pour reprendre l'A33 en direction de Strasbourg et ainsi retrouver les direction de Nancy et Épinal.</p> <p>Déviations :</p> <p>Les usagers en provenance d'Épinal et souhaitant se rendre en direction de Paris sont invités à rester sur la section courante de l'A330 jusqu'à l'échangeur n° 3 de Frocourt, à prendre la bretelle de sortie "zone commerciale" puis la RD570 jusqu'au giratoire dit « de Frocourt » où ils feront demi-tour pour reprendre la RD570 en direction de Ludres, l'A330 en direction d'Épinal et enfin l'A33 en direction de Paris.</p>
--	--	--	--	--

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Fléville-devant-Nancy et Ludres ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Fléville-devant-Nancy et Ludres.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SIGNATURE,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 13 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2012-0979 du 18 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable à la Maison Hospitalière de Baccarat au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 0000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU le décret n° 2010-425 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation financière et à l'investissement immobilier des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N° 387 / 2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

11 : Médecine 367.48 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maison hospitalière de Baccarat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 984/2012 du 17 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N° 398 /2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SINCAL pour l'exercice 2012

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète

12 : Chirurgie 1 420.00 €

20 : Spécialités coûteuses 2 385.00 €

Hospitalisation de jour

90 : Chirurgie ambulatoire 1 400.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le SINCAL d'une majoration tarifaire fixée à 50.00 € par jour, dans les disciplines suivantes :

- Chirurgie

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Secrétaire général du SINCAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2012-0963 du 12 septembre 2012 relatif à la suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à usage médical de la société MEDIDOM pour son site de rattachement sis à Laxou (54520)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

VU l'arrêté DDASS/AES/MCM n° 271 du 14 mars 2002 autorisant la société MEDIDOM S.A.R.L. à dispenser de l'oxygène à domicile à usage médical pour son site de Gondreville ;
 VU l'arrêté DDASS/AES/JFL-MCM n° 1266 du 16 décembre 2002 autorisant la société MEDIDOM S.A.R.L. à transférer son siège social rue de la Sarre à LAXOU (54520) ;
 CONSIDÉRANT la demande de suppression de l'autorisation de dispenser de l'oxygène à domicile à usage médical présentée par la société MEDIDOM reçue le 26 septembre 2011, complétée le 19 mars 2012 ;
 CONSIDÉRANT la copie de l'acte de cession en date du 30 juin 2010, du fonds de commerce constitué par cette activité à la S.A.R.L. « SANTE PLUS » ;
 CONSIDÉRANT l'autorisation délivrée à la société SANTE PLUS en date du 11 juin 2010 de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé au Pôle Industriel Toul Europe secteur B avenue de l'Europe à TOUL (54200) ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté est supprimée l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical délivrée à la société MEDIDOM pour son site de rattachement sis rue de la Sarre à Laxou (54520).

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MEDIDOM

- Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ;
 et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de région Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Le Directeur Général Adjoint,
 Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

Affaires juridiques et marchés publics

Arrêté DREAL-2012-23 du 11 septembre 2012 portant subdélégation de signature

La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 Ingénieure en chef des ponts, des eaux et des forêts,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté SGAR n° 24-2010 du 22 janvier 2010 portant organisation de la DREAL Lorraine,

VU l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012 de Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle accordant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine,

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à MM. Guy Lavergne et Samuel Meunier, directeurs régionaux adjoints, à l'effet de signer toutes les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants, à l'effet de signer les décisions mentionnées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 12-BI-29 du 1^{er} juin 2012, dans les conditions et limites suivantes :

1 - Mines et sécurité dans les carrières :

1-1 : mesures de police applicables aux carrières en application du règlement général des industries extractives, à l'exclusion des mesures relevant de l'application du titre V du code de l'environnement ;

1-2 : gestion des procédures pour l'institution de permis de recherches d'hydrocarbures (décret n° 80-204 du 11 mars 1980 – article 7) ;

1-3 : application des dispositions de l'article 4 du décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières.

Agents	Actes		
	1-1	1-2	1-3
M. T. AILLERET, chef de service « PR »	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•
Mme P. HANOCQ, Chef de la division « risques miniers et sous sol »	•	•	•
M. R. MAZZOLENI, chef du pôle « exploitations minières et sous-sol »	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•

2 - Equipements sous pression de vapeur ou de gaz :

2-1 : enregistrement et délivrance des récépissés de déclaration d'appareils à vapeur ;

2-2 : décisions prises pour l'application du décret du 2 avril 1926, du décret du 18 juillet 1943 et de l'arrêté du 23 juillet 1943 ;

2-3 : accord préalable à l'emploi de soudage dans la fabrication et à l'occasion de diverses réparations de certains équipement ou éléments d'équipements ;

2-4 : autorisation de transfert de qualification du mode opératoire de soudage ;

2-5 : autorisation préalable pour l'utilisation de certaines nuances d'acier ;

2-6 : prescription d'épreuves ou de ré-épreuves anticipées d'extincteurs ;

2-7 : agrément de bouteilles d'acétylène ;

2-8 : agrément d'équipement sous pression en matériaux composites ;

2-9 : décisions prises pour l'application du décret du 13 décembre 1999 et l'arrêté du 15 mars 2000 ;

2-10 : décisions prises pour l'application du décret du 3 mai 2001 (équipements transportables).

Agents	Actes									
	2-1	2-2	2-3	2-4	2-5	2-6	2-7	2-8	2-9	2-10
M. T. AILLERET, chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »	•									
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•

3 - Canalisations :

3-1 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de gaz combustibles prises au titre du décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 ;

3-2 : autorisations et renoncations de canalisations de transport d'hydrocarbures au titre du décret n° 59-645 du 16 mai 1959 et du décret n° 89-788 du 24 octobre 1989 ;

3-3 : autorisations et renoncations des canalisations de transport de produits chimiques au titre du décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 ;

3-4 : surveillance, contrôles et aménagements relevant des dispositions de l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

Agents	Actes			
	3-1	3-2	3-3	3-4
M. T. AILLERET, chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI)				•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	
M. C. DROIT, ingénieur à la division « RTI »				• (surveillance)
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•

4 - Véhicules et transport routier :

4-1 : réceptions et homologations des véhicules automobiles, véhicules agricoles, motocyclettes, bicycles, tricycles et quadricycles à moteur et de leurs remorques ;

4-2 : réceptions des citernes de transports de matières dangereuses ;

4-3 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules de transports en commun de personnes ;

4-4 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage ;

4-5 : délivrance et retrait des autorisations de mise en circulation des véhicules et des citernes de matières dangereuses par route ;

4-6 : agrément des contrôleurs et des centres de contrôle technique de véhicules poids lourds à l'exclusion des retraits d'agrément et des décisions requérant l'avis d'une commission ;

4-7 : surveillance des centres de contrôles technique de véhicules lourds et légers et des contrôleurs y intervenant ;

4-8 : surveillance des opérateurs dans le domaine du transport par route des marchandises dangereuses.

Agents	Actes							
	4-1	4-2	4-3	4-4	4-5	4-6	4-7	4-8
Mme B. AGAMENNONE, chef du service « transports, infrastructures et déplacements »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. OURY, chef de la division « contrôle des véhicules » (DCV)	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. SERRE, chef du pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. G. BALWA, chef du pôle « opérations complexe »	•	•	•	•	•	•	•	•
Mme P. SAR, chef du pôle « contrôle des TMD »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. J-L. RAUBER, technicien au pôle « homologation »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LANDCKOCZ, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. M. ALBRECHT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. C. DEREANT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. F. HAUTTEMENT, technicien au pôle « homologation »	•		•	•	•		•	
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•

M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•	•	•	•
M. F. CODET, coordonateur du pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. LASSERRE, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•							
M. M. DUFOIR, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						
Mme R. SCHEFFER, technicien au pôle interrégional « opérations complexes »	•	•						

5 - Environnement industriel et déchets :

5-1 : validation des déclarations des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système de quotas d'émission de gaz à effet de serre ;

5-2 : actes et décisions relatives aux transferts transfrontaliers de déchets prises en application au règlement communautaire européen n° 1013/2006 du 14 janvier 2006 ;

5-3 : demandes de compléments relatives aux dossiers de demande d'autorisation ou d'enregistrement présentés au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

5-4 : demande de dépôt d'un dossier de déclaration ou d'autorisation quand l'installation dont l'enregistrement est sollicité ne relève pas de ce dernier régime ;

5-5 : confirmation à l'exploitant du caractère complet et régulier du dossier de demande d'enregistrement.

Agents	Actes				
	5-1	5-2	5-3	5-4	5-5
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•	•
M. M. COURTY, chef de la division « impact »	•	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	•	•	•	•	•

6 - Evaluation environnementale des projets :

6-1 : information du pétitionnaire sur les informations qui doivent figurer dans l'étude d'impact (article R. 122-2 du code de l'environnement) ;

6-2 : saisine de l'autorité environnementale sauf pour les installations classées situées sur un site d'installation nucléaire de base ;

6-3 : formulation et signature de l'avis transmis à l'autorité environnementale au titre de l'article R122-1-1 IV du code de l'environnement ;

6-4 : transmission au pétitionnaire de l'avis de l'autorité environnementale.

Agents	Actes			
	6-1	6-2	6-3	6-4
M. T. AILLERET, chef de service adjoint, service « PR »	•	•	•	•
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR »	•	•	•	•
M. P. PELINSKI, chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)
M. M. KHEDJOUT, adjoint au chef de l'UT 54/55	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)	• (ICPE)

7 - Energie

7-1 : décisions relatives à la production et au transport de l'électricité, et du gaz et à la distribution du gaz ;

7-2 : accusés de réception, saisines, consultations et autres correspondances intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

7-3 : décisions de toute nature intervenant au titre de l'application du titre 1er du décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

7-4 : délivrance des certificats d'économie d'énergie ;

7-5 : délivrance des certificats d'obligation d'achat d'électricité.

Agents	Actes				
	7-1	7-2	7-3	7-4	7-5
Mme G. LEJOSNE, chef du service « Climat, Energie, Logement, Aménagement » (CELA)				•	•
M. T. AILLERET, chef du service « PR »	•	•	•		
M. P. HESTROFFER, adjoint au chef de service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. J. MOLE, chef de la division « risques technologiques et industriels » (RTI) (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. M. COURTY, chef de la division « impact » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)	•	•	•		
Mme P. HANOCQ, Chef de la division « risques miniers et sous sol », service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. AILLERET)		•	•		
M. J-L. GEISLER, responsable du pôle « infrastructures » du service « PR »		•			
M. G. PRINCIPATO, ingénieur au service « PR » (en cas d'absence ou d'empêchement de M. GEISLER)		•			

8 - Protection des espèces

8-1 : décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions du règlement CE n° 338/97 susvisé ;

8-2 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'écailles de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas* par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

8-3 : décisions relatives à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant par les fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;

8-4 : décisions relatives au transport et à l'exposition au public des spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n° 338/97 susvisé et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L 411-1 et L 411-2 du code de l'environnement ;

8-5 : décisions relatives aux autorisations de pénétrer sur les propriétés privées afin de réaliser des inventaires du patrimoine naturel devant être menés dans le cadre de l'article L.411-5 du code de l'environnement ;

8-6 : décisions relatives à la capture, la destruction, l'enlèvement, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la détention de spécimens d'oiseaux, de mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégées ;

8-7 : décisions relatives à la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des oiseaux, mammifères, reptiles et amphibiens, poissons, et invertébrés d'espèces protégées, sur les parties du territoire métropolitain où l'espèce est présente ainsi que dans l'aire de déplacement naturel des noyaux de populations existants ;

8-8 : décisions relatives à la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de tout ou partie des spécimens sauvages de végétaux d'espèces protégées.

Agents	Actes							
	8-1	8-2	8-3	8-4	8-5	8-6	8-7	8-8
Mme M-P. LAIGRE, chef de service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. A. LERCHER, adjoint au chef du service « RMN »	•	•	•	•	•	•	•	•
M. L. CHRÉTIEN, chef de la division "gestion et valorisation des espèces et espaces patrimoniaux"	•	•	•	•	•	•	•	•

Article 3 : L'arrêté DREAL-2012-12 du 4 juin 2012 est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 4 : La Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
E. GAY

Prévention des risques

Arrêté N° 2012-SPR-DRTI-003 en date du 19 avril 2012 accordant délégation à l'APAVE pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve, au titre du décret du 2 avril 1926 modifié, des appareils à pression n'entrant ni dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, ni dans celui de l'arrêté ministériel du 18 août 2010, dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 2 avril 1926 modifié portant règlement sur les appareils à pression de vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux ;

VU le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression ;

VU l'arrêté ministériel du 18 août 2010 relatif à l'évaluation de conformité et à l'exploitation des enveloppes des équipements électriques à haute tension ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2010 portant renouvellement d'habilitations d'organismes prononcées en application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression ;

VU l'arrêté ministériel du 10 avril 2001 relatif aux conditions d'application de certaines dispositions réglementaires des décrets du 2 avril 1926 et du 18 janvier 1943 ;

VU la circulaire DM-T/P 31571 du 23 novembre 2000 relative à la gestion administrative des procès-verbaux d'épreuves et de requalification ;

VU l'arrêté préfectoral de la Meurthe-et-Moselle n° 11.BI.86 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral de la Meurthe-et-Moselle n°2011-DREAL-37 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature à M. Jacques MOLE, Chef de la division « Risques Technologiques et Industriels » de la DREAL Lorraine ;

VU l'arrêté du 20 octobre 2011 relatif aux agréments et aux habilitations d'APAVE ;

VU la demande du Directeur du département GAPAVE Pression du 7 décembre 2011 ;

M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – DREAL - de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Le Directeur Général de l'APAVE est délégué pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve, au titre du décret du 2 avril 1926 modifié, des appareils à pression n'entrant ni dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 ni dans celui de l'arrêté ministériel du 18 août 2010 susvisés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Il est également chargé de la vérification des pièces administratives qui doivent être présentées à l'occasion de cette épreuve. Le dossier complet contenant les pièces administratives à vérifier devra lui être fourni avec un délai qui ne sera pas inférieur à cinq jours ouvrables.

Il peut nommer au niveau régional un responsable qui sera chargé des relations avec la DREAL Lorraine. Il peut se faire représenter par les agents dûment habilités de son organisme.

La liste des agents habilités par l'APAVE est transmise lors de chaque mise à jour à la DREAL Lorraine.

Article 2 : L'ensemble des interventions liées à l'exercice de la présente délégation est effectué dans les conditions définies aux articles 1 à 8 ci-après, dans le cadre de l'organisation de la qualité de l'APAVE définie dans son manuel qualité et dans les textes qui lui sont rattachés.

Article 3 : La présente délégation ne s'applique pas aux appareils relevant de l'Autorité de Sécurité Nucléaire.

Article 4 : Les interventions réalisées dans l'exercice de la présente décision sont subordonnées à une information préalable de la DREAL Lorraine par le biais de l'application informatisée "OISO". Cette information doit être assurée dans un délai qui ne sera pas inférieur à cinq jours ouvrables sauf dispositions particulières prises dans le cadre des grands arrêtés des grands établissements industriels.

La DREAL Lorraine peut alors faire savoir qu'elle les exécutera elle-même.

Un fichier informatique comportant les données relatives aux procès-verbaux d'épreuve doit être transmis à la DREAL Lorraine dans un délai qui ne dépassera pas deux mois. Son format vous a été communiqué par courrier séparé.

En outre, le responsable régional de l'APAVE communique, à la division "Risques Technologiques et Industriels" de la DREAL Lorraine, avant le 31 mars de chaque année, un compte-rendu de son activité exercée au cours de l'année précédente dans le cadre de la présente autorisation.

Les mesures prévues aux quatre alinéas précédents peuvent être revues en fonction des dispositions à caractère informatique et télématique qui sont susceptibles d'être retenues soit au niveau national, soit au niveau local.

Article 5 : L'APAVE doit se prêter aux audits et actions de surveillance qui pourront être réalisés par les agents de la DREAL.

Article 6 : Le Directeur Général de l'APAVE transmet au Directeur de la DREAL Lorraine les mises à jour des procédures qui sont utilisées pour l'exercice de la présente délégation dès leur approbation. Ces mises à jour peuvent être assurées aux moyens de fichiers informatiques.

Article 7 : Lorsqu'un agent habilité de l'APAVE, a connaissance, dans le cadre de l'exercice des missions ou des activités réalisées au titre des réglementations des appareils à pression de gaz et de vapeur, d'un appareil utilisé bien que non conforme aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables, l'APAVE a obligation d'en informer immédiatement le propriétaire et la DREAL Lorraine.

Article 8 : Dans l'exercice de la présente délégation, l'agent habilité de l'APAVE utilise :

- le poinçon de l'état dit "tête de cheval" pour attester du succès d'une épreuve ;
- les procès-verbaux dont les modèles sont fixés par la circulaire ministérielle DM-T/P 31571 du 23 novembre 2000.

Article 9 : La présente décision est notifiée au Directeur Général de l'APAVE par le directeur de la DREAL.

Elle entre en application le 7 décembre 2011 jusqu'au 31 mars 2014 sous réserve du maintien de l'habilitation susvisée accordée à l'APAVE pour le contrôle des appareils à pression pendant cette période. La présente décision est révocable à tout instant, sans préavis et sans dédommagement.

Article 10 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Chef de la division Risques Technologiques et Industriels,
Jacques MOLE

Arrêté N° 2012-SPR-DRTI-007 en date du 19 avril 2012 accordant délégation à l'APAVE pour le contrôle des épreuves hydrauliques des canalisations d'eau surchauffée et de vapeur d'eau prévues par l'arrêté du 6 décembre 1982 susvisé et pour le contrôle des épreuves des accessoires desdites canalisations qui sont soumis, en tant que récipients, au décret du 2 avril 1926, dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 2 avril 1926 modifié portant règlement sur les appareils à pression de vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux ;

VU le décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz ;

VU l'arrêté du 23 juillet 1943 modifié relatif à la réglementation des appareils de production, d'emmagasinage ou de mise en œuvre des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous ;

VU l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982 modifié relatif à la réglementation technique des canalisations de transport de fluides sous pression autres que les hydrocarbures et le gaz ;

VU le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2010 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression ;

VU l'arrêté préfectoral de la Meurthe-et-Moselle n° 11.BI.86 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral de la Meurthe-et-Moselle n°2011-DREAL-37 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature à M. Jacques MOLE, Chef de la division « Risques Technologiques et Industriels » de la DREAL Lorraine ;

VU l'arrêté du 20 octobre 2011 relatif aux agréments et aux habilitations d'APAVE ;

VU la demande du Directeur du département GAPAVE Pression du 7 décembre 2011 ;

M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – DREAL - de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Le Directeur Général de l'APAVE est délégué pour le contrôle des épreuves hydrauliques des canalisations d'eau surchauffée et de vapeur d'eau prévues aux articles 18, 19 § 1er, 19 § 2, 21 et 23 de l'arrêté du 6 décembre 1982 susvisé et pour le contrôle des épreuves des accessoires desdites canalisations qui sont soumis, en tant que récipients, au décret du 2 avril 1926 et notamment à son article 32, dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Il est également chargé de la vérification des pièces administratives qui doivent être présentées à l'occasion de cette épreuve. Le dossier complet contenant les pièces administratives à vérifier devra lui être fourni avec un délai qui ne sera pas inférieur à cinq jours ouvrables.

Il peut nommer au niveau régional un responsable qui sera chargé des relations avec la DREAL Lorraine. Il peut se faire représenter par les agents dûment habilités de son organisme.

La liste des agents habilités par l'APAVE est transmise lors de chaque mise à jour à la DREAL Lorraine.

Article 2 : L'ensemble des interventions liées à l'exercice de la présente délégation est effectué dans les conditions définies aux articles 1 à 8 ci-après, dans le cadre de l'organisation de la qualité de l'APAVE définie dans son manuel qualité et dans les textes qui lui sont rattachés.

Article 3 : Les interventions réalisées dans l'exercice de la présente décision sont subordonnées à une information préalable de la DREAL Lorraine par le biais de l'application informatisée "OISO". Cette information doit être assurée dans un délai qui ne sera pas inférieur à cinq jours ouvrables.

La DREAL Lorraine peut alors faire savoir qu'elle les exécutera elle-même.

Un fichier informatique comportant les données relatives aux procès-verbaux d'épreuve doit être transmis à la DREAL Lorraine dans un délai qui ne dépassera pas deux mois. Son format a été communiqué par courrier séparé à l'organisme.

En outre, le responsable régional de l'APAVE communique, à la division "Risques Technologiques et Industriels" de la DREAL Lorraine, avant le 31 mars de chaque année, un compte-rendu de son activité exercée au cours de l'année précédente dans le cadre de la présente autorisation.

Les mesures prévues aux cinq alinéas précédents peuvent être revues en fonction des dispositions à caractère informatique et télématique qui sont susceptibles d'être retenues soit au niveau national, soit au niveau local.

Article 4 : L'APAVE doit se prêter aux audits et actions de surveillance qui pourront être réalisés par les agents de la DREAL.

Article 5 : Le Directeur Général de l'APAVE transmet au Directeur de la DREAL Lorraine les mises à jour des procédures qui sont utilisées pour l'exercice de la présente délégation dès leur approbation. Ces mises à jour peuvent être assurées aux moyens de fichiers informatiques.

Article 6 : Les modèles de procès-verbaux sont fournis à l'APAVE par la DREAL Lorraine.

L'agent habilité atteste du succès de l'épreuve par l'apposition d'un poinçon "tête de cheval".

Article 7 : La délégation décrite à l'article premier est sujette au maintien en vigueur de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982 modifié relatif à la réglementation technique des canalisations de transport de fluides sous pression autres que les hydrocarbures et le gaz.

L'abrogation de cet arrêté rend caduque la présente délégation qui doit alors faire l'objet d'une nouvelle demande auprès de la DREAL Lorraine.

Article 8 : Lorsqu'un agent habilité de l'APAVE, a connaissance, dans le cadre de l'exercice des missions ou des activités réalisées au titre des réglementations des appareils à pression de gaz et de vapeur, d'un appareil utilisé bien que non conforme aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables, l'APAVE a obligation d'en informer immédiatement le propriétaire et la DREAL Lorraine.

Article 9 : La présente décision est notifiée au Directeur Général de l'APAVE par le directeur de la DREAL .

Elle entre en application le 7 décembre 2011 jusqu'au 31 mars 2014 sous réserve du maintien de l'habilitation susvisée accordée à l'APAVE pour le contrôle des épreuves hydrauliques des canalisations d'eau surchauffée et de vapeur d'eau pendant cette période. Elle est révocable à tout instant, sans préavis et sans dédommagement.

Article 10 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,

Le Chef de la division Risques Technologiques et Industriels,
Jacques MOLE

Arrêté N° 2012-SPR-DRTI-010 en date du 19 avril 2012 accordant délégation à l'APAVE pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve des appareils à pression n'entrant pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, au titre du décret du 18 janvier 1943 modifié, et de l'arrêté du 18 août 2010, dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz ;

VU l'arrêté du 23 juillet 1943 modifié relatif à la réglementation des appareils de production, d'emmagasinage ou de mise en œuvre des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous ;

VU le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

VU la circulaire DM-T/P 31571 du 23 novembre 2000 relative à la gestion administrative des procès-verbaux d'épreuves et de requalification ;

VU l'arrêté ministériel du 10 avril 2001 relatif aux conditions d'application de certaines dispositions réglementaires des décrets du 2 avril 1926 et du 18 janvier 1943 ;

VU la décision BSEI n° 07-152 du 15 mai 2007 relative à la surveillance des organismes habilités ou agréés au titre de la réglementation des équipements sous pression ;

VU l'arrêté du 16 décembre 2010 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression ;

VU l'arrêté préfectoral de la Meurthe-et-Moselle n° 11.BI.86 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral de la Meurthe-et-Moselle n°2011-DREAL-37 du 1er septembre 2011 portant subdélégation de signature à M. Jacques MOLE, Chef de la division « Risques Technologiques et Industriels » de la DREAL Lorraine ;

VU l'arrêté du 20 octobre 2011 relatif aux agréments et aux habilitations d'APAVE ;

VU la demande du Directeur du département GAPAVE Pression du 7 décembre 2011 ;

M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – DREAL - de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Le Directeur Général de l'APAVE est délégué pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve, au titre du décret du 18 janvier 1943 modifié, des appareils à pression n'entrant pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 et au titre de l'arrêté du 18 août 2010 susvisés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Il est également chargé de la vérification des pièces administratives qui doivent être présentées à l'occasion de cette épreuve. Le dossier complet contenant les pièces administratives à vérifier devra lui être fourni avec un délai qui ne sera pas inférieur à cinq jours ouvrables.

Il peut nommer au niveau régional un responsable qui sera chargé des relations avec la DREAL Lorraine. Il peut se faire représenter par les agents dûment habilités de son organisme.

La liste des agents habilités par l'APAVE est transmise lors de chaque mise à jour à la DREAL Lorraine.

Article 2 : L'ensemble des interventions liées à l'exercice de la présente délégation est effectué dans les conditions définies aux articles 1 à 8 ci-après, dans le cadre de l'organisation de la qualité de l'APAVE définie dans son manuel qualité et dans les textes qui lui sont rattachés.

Article 3 : La présente délégation ne s'applique pas aux appareils relevant de l'Autorité de Sécurité Nucléaire.

Article 4 : Les interventions réalisées dans l'exercice de la présente décision sont subordonnées à une information préalable de la DREAL Lorraine par le biais de l'application informatisée "OISO". Cette information doit être assurée dans un délai qui ne sera pas inférieur à cinq jours ouvrables sauf dispositions particulières prises dans le cadre des grands arrêts des grands établissements industriels.

La DREAL Lorraine peut alors faire savoir qu'elle les exécutera elle-même.

Un fichier informatique comportant les données relatives aux procès-verbaux d'épreuve doit être transmis à la DREAL Lorraine dans un délai qui ne dépassera pas deux mois. Son format vous a été communiqué par courrier séparé.

En outre, le responsable régional de l'APAVE communique, à la division "Risques Technologiques et Industriels" de la DREAL Lorraine, avant le 31 mars de chaque année, un compte-rendu de son activité exercée au cours de l'année précédente dans le cadre de la présente autorisation.

Les mesures prévues aux cinq alinéas précédents peuvent être revues en fonction des dispositions à caractère informatique et télématique qui sont susceptibles d'être retenues soit au niveau national, soit au niveau local.

Article 5 : L'APAVE doit se prêter aux audits et actions de surveillance qui pourront être réalisés par les agents de la DREAL.

Article 6 : Le Directeur Général de l'APAVE transmet au Directeur de la DREAL Lorraine les mises à jour des procédures qui sont utilisées pour l'exercice de la présente délégation dès approbation. Ces mises à jour peuvent être assurées aux moyens de fichiers informatiques.

Article 7 : Lorsqu'un agent habilité de l'APAVE, a connaissance, dans le cadre de l'exercice des missions ou des activités réalisées au titre des réglementations des appareils à pression de gaz et de vapeur, d'un appareil utilisé bien que non conforme aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables, l'APAVE a obligation d'en informer immédiatement le propriétaire et la DREAL Lorraine.

Article 8 : Dans l'exercice de la présente délégation, l'agent habilité de l'APAVE utilise :

- le poinçon de l'état dit "tête de cheval" pour attester du succès d'une épreuve ;
- les procès-verbaux dont les modèles sont fixés par la circulaire ministérielle DM-T/P 31571 du 23 novembre 2000.

Article 9 : La présente décision est notifiée au Directeur Général de l'APAVE par le directeur de la DREAL .

Elle entre en application le 7 décembre 2011 jusqu'au 31 mars 2014 sous réserve du maintien de l'habilitation susvisée accordée à l'APAVE pour les contrôles de la première épreuve et du renouvellement d'épreuve, au titre du décret du 18 janvier 1943 modifié, des appareils à pression n'entrant pas dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, pendant cette période. Elle est révocable à tout instant, sans préavis et sans dédommagement.

Article 10 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la division Risques Technologiques et Industriels,
Jacques MOLE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Arrêté n° 56/2012 du 11 septembre 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine
VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfète de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012, complété par l'arrêté préfectoral n° 12.BI.42 en date du 22 août 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0862 du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine à compter du 10 septembre 2012 ;

VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine à compter du 15 septembre 2012 ;

VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI, Directeur Régional Adjoint, chargée des fonctions de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine à compter du 01 octobre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

1) à l'administration centrale

2) aux titulaires d'un mandat électif national

3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Alois KIRCHNER ;

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;

- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;

- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;

- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à M. François KIFFER à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENNAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : Mise en œuvre du programme opérationnel 2007-2013 FSE « Compétitivité régionale et emploi ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, l'habilitation qui lui est consentie au titre de l'article 2 (arrêté SGAR n° 2012-239 du 26.06.2012) sera exercée par Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine (jusqu'au 30.09.2012).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI et de Mme Marie-France RENZI, l'habilitation consentie sera exercée par M. Jean de ZELICOURT, responsable du Pôle 3E de la DIRECCTE Lorraine ou Mme Annie AIGUIER, directrice des ressources humaines de la DIRECCTE Lorraine

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, de M. Jean de ZELICOURT et de Mme Annie AIGUIER, l'habilitation consentie sera exercée par M. François MERLE, responsable de la cellule FSE à la DIRECCTE Lorraine, excepté pour : signer les conventions d'attribution FSE avec les maîtres d'ouvrages et procéder au paiement des factures.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 46/2012 en date 04 juillet 2012 est abrogé.

Article 6 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 11 septembre 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 57/2012 du 11 septembre 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-240 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012-0863 en date du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté n° DCTAJ n° 2012-A-88 en date du 25 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012/1037 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté interministériel du 01 août 2012 portant nomination de M. Jean de ZELICOURT sur l'emploi de Responsable du pôle « entreprises, emploi et économie » de la DIRECCTE Lorraine à compter du 10 septembre 2012 ;

VU l'arrêté interministériel du 20 août 2012 portant nomination de M. Christian JEANNOT Directeur Régional Adjoint, chargé des fonctions de Responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » de la DIRECCTE Lorraine à compter du 15 septembre 2012 ;

VU l'arrêté interministériel du 21 août 2012 portant nomination de Mme Marie-France RENZI, Directeur Régional Adjoint, chargée des fonctions de Responsable du pôle politique du travail de la DIRECCTE Lorraine à compter du 01 octobre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à M. Jean de ZELICOURT, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie, à M. Christian JEANNOT, Responsable du pôle Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Métrologie et à Mme Marie-France RENZI, Responsable du pôle Politique Travail (à compter du 1er octobre 2012) à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

- BOP 102 : accès et retour à l'emploi

- BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi

- BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail

- BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi

- BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

- BOP 223 : tourisme

- BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean de ZELICOURT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Aloïs KIRCHNER, Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS
- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT
- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN
- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU
- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. François KIFFER.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian JEANNOT, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 47/2012 en date 07 juillet 2012 est abrogé.

Article 5 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 septembre 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision SAP/2012-2 du 4 septembre 2012 portant refus d'agrément d'un organisme de services à la personne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU la demande d'agrément de l'Eurl CLEAN GRAND EST (SIREN n°528700115), sise 14 rue Victor Hugo à NANCY (54000), pour les activités de garde à domicile d'enfants âgés de moins de trois ans, présentée le 15 juin 2012,

VU l'avis du président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle sur les capacités de l'Eurl CLEAN GRAND EST à assurer un service de garde d'enfants de moins de 3 ans de qualité, en date du 03 août 2012,

CONSIDÉRANT l'insuffisance de réflexion sur les besoins spécifiques du jeune enfant. En effet le projet pédagogique reste succinct, la prise en compte des besoins de l'enfant ne se limitant pas à l'alimentation ou la toilette,

CONSIDÉRANT le manque de structure du « cahier de liaison » qui devrait comporter en première page une fiche d'identification de l'enfant avec des consignes minimales,

CONSIDÉRANT enfin l'absence de stratégie de recrutement, de qualification et de formation des personnels,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

DECIDE

Article unique : L'agrément pour les activités de garde à domicile d'enfants âgés de moins de 3 ans de l'Eurl CLEAN GRAND EST, sise 14 rue Victor Hugo à 54000 NANCY – (SIREN n° 528700115), est refusé.

Nancy, le 4 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département,
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la carrière – 54036 NANCY CEDEX)

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 13 septembre 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;

VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif n°12.BI.33 du 11 juin 2012 portant délégation de signature en matière d'ouverture et de fermeture des services déconcentrés de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les services de la direction départementale des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle seront fermés à titre exceptionnel le 2 novembre 2012.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux des services visés à l'article 1er.

Nancy, le 13 septembre 2012

Par délégation du Préfet,
Le Directeur Départemental des Finances Publiques,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/371 du 13 septembre 2012 portant dissolution de la 1ère association foncière et portant transfert du patrimoine foncier à la 2ème association foncière - Association foncière de Bouxieres-aux-Chênes

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau), titre 3 portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 01 février 1973 portant institution de la première association foncière dans la commune de BOUXIERES AUX CHENES ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 avril 1973 portant constitution du premier bureau de l'association foncière ;

VU l'arrêté préfectoral du 09 mars 2011 portant institution de la deuxième association foncière dans la commune de BOUXIERES AUX CHENES ;

VU la délibération du 06 septembre 2012 de l'association foncière portant constitution du deuxième bureau ;

VU la délibération du 06 septembre 2012 du bureau de la première association foncière décidant de demander sa dissolution et de transmettre à la deuxième association foncière son patrimoine ;

VU la délibération du 06 septembre 2012 du bureau de la deuxième association foncière acceptant ce patrimoine ;

CONSTATANT :

- que le périmètre du deuxième remembrement étant différent de celui du premier remembrement, il a fallu créer une deuxième association foncière regroupant les propriétaires des parcelles soumises au deuxième remembrement ;

- que pour éviter des confusions et des difficultés de gestion, il est souhaitable de dissoudre la première association foncière de BOUXIERES AUX CHENES-1.

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La première association foncière de BOUXIERES AUX CHENES-1, créée après le premier remembrement, est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de la première association foncière de BOUXIERES AUX CHENES-1 est transféré à la deuxième association foncière de BOUXIERES AUX CHENES-2 qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BOUXIERES AUX CHENES et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Copie à :

- Monsieur le président de la chambre d'agriculture

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 355 du 7 septembre 2012 autorisant la capture et l'abattage d'animaux ayant un comportement susceptible de présenter un risque pour la sécurité publique

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2215-1 ;

VU le code de l'environnement et notamment l'article L 427-6 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 23 avril 2012 nommant les lieutenants de louveterie pour le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage du 20 juin 2012 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'éviter, dans la mesure du possible tout risque pour la sécurité publique liée aux espèces soumises à plan de chasse ou classées nuisibles ;

CONSIDERANT que ces animaux sont susceptibles d'occasionner des dommages importants aux biens et aux personnes ;

CONSIDERANT que dans le cas où les mesures ordinaires n'ont pu être mise en œuvre de façon efficace, que l'urgence de la situation et les exigences de protection des biens et des personnes rendent nécessaire la destruction d'un animal dont la capture dans des conditions optimales de sécurité ne peut être réalisée ; il appartient au Préfet de prendre des mesures exceptionnelles de nature à réduire les risques ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Quand les circonstances l'exigent expressément, les agents désignés à l'article 2 sont habilités, à compter du 1er octobre 2012 jusqu'au 30 septembre 2013, à capturer ou à abattre par tout moyen en tout temps et tout lieu tout animal présentant un comportement suspect ou dangereux à l'égard de l'homme ou un risque pour la sécurité publique.

Article 2 : Les agents assermentés de l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les lieutenants de louveterie sont habilités à procéder à l'application de l'article 1 du présent arrêté.

Les animaux ainsi abattus seront remis soit à un établissement spécialisé le plus proche dans le cadre du service public d'équarrissage, ou après contrôle vétérinaire à l'établissement de bienfaisance désigné par le maire de la commune du lieu d'abattage.

Article 3 : Après chaque intervention, les agents adresseront un compte-rendu à la direction départementale des territoires dans un délai de 24 heures maximum par mail: ddt-afc@meurthe-et-moselle.gouv.fr ou par fax: 03.83.37.06.66. En cas de difficultés particulières, les agents informeront immédiatement la direction départementale des territoires (service agriculture-foret-chasse : 03.88.37.71.11 ou cadre de permanence : 06.30.12.41.60).

Article 4 : L'autorisation de capture et d'abattage peut être suspendue à tout moment pour tout ou partie des agents autorisés.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme et MM. les sous-préfets, les maires, le directeur départemental des territoires, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 septembre 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 356 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mance

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Mance ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mance ;

VU la demande de réservation de M. TIJS Frédéric ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 19 mai 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mance.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Mance par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Briey et le maire de la commune de Mance sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Mance,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. TIJS Frédéric.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEGHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mance
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
Mance	ZD	<p>Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après :</p> <p>M. TIJS Frédéric n° 5, 7, 32</p> <p>pour une surface totale de 39 ha 21 a 34 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contigüe avec la commune de Mancieulles)</p> <p>NOTA : le camp militaire de Mance est clos entièrement. Il ne fait pas partie du territoire ci-dessus.</p>

Arrêté n° 357 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mancieulles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Mancieulles

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 novembre 1971 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mancieulles ;

VU la demande de réservation de M. TIJS Frédéric ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 25 novembre 1971 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mancieulles.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Mancieulles par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Briey et le maire de la commune de Mancieulles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Mancieulles,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. TIJS Frédéric.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Mancieulles
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
Mancieulles	ZD	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après : M. TIJS Frédéric n° 29 pour une surface totale de 5 ha 63 a 00 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Mance)

Arrêté n° 358 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Cerville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1er mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Cerville ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1971 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Cerville ;

VU la demande de M. le directeur de la société Novacarb ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 22 octobre 1971 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Cerville.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Cerville par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Cerville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Cerville,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. le directeur de la société Novacarb.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Cerville
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
Cerville	A M	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-après : M. HANRIOT Hubert n° 480 n° 2a, 2b pour un total de 41 ha. M. du PONT de ROMEMONT Pierre (GF de ROMEMONT) pour un total de 22 ha 14 a 80 ca. M. du PONT de ROMEMONT Maurice pour un total de 20 ha 69 a 65 ca. (ces deux terrains faisant chacun partie d'un ensemble de plus de 40 ha, à cheval sur plusieurs communes). Société Novacarb
	C X	n° 226 à 234, 240, 241 n° 23 à 26 pour un total de 47 ha 88 a 53 ca
	D	n° 396 à 406 pour un total de 41 ha 42 a 40 ca

Arrêté n° 363 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune d'Amenoncourt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2012 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt ;

VU la demande de M. BERTRAND Claude ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les annexes 1 et 2 de l'arrêté du 16 juillet 2012 sont abrogées.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt.

Article 3 : Les terrains désignés en annexe 2 sont des enclaves au sens de l'article L 422-20 du code de l'environnement.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune d'Amenoncourt par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le maire de la commune d'Amenoncourt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. BERTRAND Claude.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Pour le Directeur Départemental,
Le Directeur Adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt
Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
Amenoncourt		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
	AD	Commune d'Amenoncourt
		70 – 71 - 339 – 350 - 409
	ZD	57
		pour un total de 40 ha 57 a 63 ca.
	B	Groupement Forestier de la Baronne
		1 à 8 – 13 – 14 – 15 – 17 – 20
		pour un total de 30 ha 30 a.
		(partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune d'Avricourt)
	A	M. Claude BERTRAND
		2 à 7 – 15 à 17 – 19 à 22 – 23 à 26 – 29 – 30 à 31 – 37 – 42 – 44 à 45 – 47 – 50 - 54 à 55 – 74 à 76 – 84 à 85 – 595 – 602 à 603 – 609 – 611 – 614 – 616 à 619 – 623 à 624 – 626 à 629 – 642 à 646 – 648 – 652 à 656
	B	16 – 18 – 21 – 23 à 31 – 35 à 37 – 38 à 39 – 41 à 43 – 55 – 59 – 61 – 64 à 67 – 70 à 73 – 76 – 479 – 507 – 509
	D	15 – 449 à 450 – 453 à 454 – 460 – 461 – 465 à 466
	ZA	7
	ZB	6 à 9 – 11 à 15
		pour un total de 91 ha 60 a 01 ca.

Annexe II à l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 portant liste des terrains
devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée d'Amenoncourt
E N C L A V E S

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS	OBSERVATIONS
	B	56 à 58 – 60	
	D	462 à 464	
	ZB	10	
		pour un total de 9 ha 88 a 02 ca.	

Arrêté n° 369 du 10 septembre 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Moutiers

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Moutiers ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Moutiers ;
 VU la demande de M. WANSART André ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 19 mai 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Moutiers.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Moutiers par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey, le maire de la commune de Moutiers sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le Président de l'association communale de chasse agréée de Moutiers,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. WANSART André.

Nancy, le 10 septembre 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Directeur Départemental,
 Pour le Directeur Départemental,
 Le Directeur Adjoint,
 Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Moutiers
 Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

COMMUNE	SECTION	DESIGNATION DES TERRAINS
Moutiers	A	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : M. PANOT Laurent (anciennement M. DEGOUTIN Pierre) 1 à 19 – 33 à 44 – 47 à 51 pour un total de 102 ha
	AO	Indivision WANSART André 4 – 7 – 8 pour un total de 41 ha 55 a 24 ca

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Prévention des risques

Arrêté du 3 août 2012 portant modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) des communes de Thil et Hussigny-Godbrange

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;
 VU le code minier ;
 VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU le décret du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;
VU l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2010 approuvant le PPRM sur les communes de Thil et Hussigny-Godbrange ;
VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;
VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;
VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit la modification du PPRM sur les communes de Thil et Hussigny-Godbrange. Les risques pris en compte au titre du présent PPRM sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Cette modification a pour objet d'adapter le PPRM sur les communes de Thil et Hussigny-Godbrange en clarifiant la rédaction de certaines dispositions du règlement suite notamment à la réforme du code de l'urbanisme.

Article 3 : La concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la modification du PPR selon les modalités suivantes :

- Les documents d'élaboration du projet de modification seront tenus à la disposition du public en mairie des communes concernées durant au moins 15 jours avant l'approbation du document par le Préfet.

- Les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie des communes concernées pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 4 : L'association des collectivités concernées se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants des collectivités concernées.

Article 5 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargées d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné : Le Républicain Lorrain.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes concernées huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 août 2012

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 3 août 2012 portant modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) de la commune de Villerupt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

VU le décret du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2011 approuvant le PPRM de la commune de VILLERUPT ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit la modification du PPRM de la commune de VILLERUPT. Les risques pris en compte au titre du présent PPRM sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Cette modification a pour objet d'adapter le PPRM de la commune de VILLERUPT en clarifiant la rédaction de certaines dispositions du règlement suite notamment à la réforme du code de l'urbanisme.

Article 3 : La concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la modification du PPR selon les modalités suivantes :

- Les documents d'élaboration du projet de modification seront tenus à la disposition du public en mairie durant au moins 15 jours avant l'approbation du document par le Préfet.

- Les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 4 : L'association de la collectivité concernée se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants de la collectivité concernée.

Article 5 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargées d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné : Le Républicain Lorrain.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de VILLERUPT huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, le maire de VILLERUPT, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 août 2012

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 3 août 2012 portant modification du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;
VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;
VU le décret du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 2011 approuvant le PPRM du secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry ;
VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;
VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011
VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit la modification du PPRM du secteur de Jarny sur les communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Cette modification a pour objet d'adapter le PPRM du secteur de Jarny en clarifiant la rédaction de certaines dispositions du règlement suite notamment à la réforme du code de l'urbanisme.

Article 3 : La concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la modification du PPR selon les modalités suivantes :

- Les documents d'élaboration du projet de modification seront tenus à la disposition du public en mairie des communes concernées durant au moins 15 jours avant l'approbation du document par le Préfet.

- Les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie des communes concernées pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 4 : L'association des collectivités concernées se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants des collectivités concernées.

Article 5 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargées d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné : Le Républicain Lorrain.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes concernées huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de la mise à disposition. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 août 2012

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 3 août 2012 portant révision du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) du secteur de Trieux sur le territoire de la commune de Sancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;

VU le décret du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 approuvant le PPRM du secteur de Trieux sur les communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy et Trieux

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1er : Il est prescrit la révision du PPRM secteur de Trieux sur la commune de Sancy. Les risques pris en compte au titre du présent PPRM sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Cette révision a pour objet d'adapter le PPRM du secteur de Trieux sur la commune de Sancy en clarifiant la rédaction de certaines dispositions du règlement suite notamment à la réforme du code de l'urbanisme et en intégrant de nouveaux éléments de zonage suite à la révision des cartes d'aléas Géodéris.

Article 3 : La concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la révision du PPR selon les modalités suivantes :

Les documents d'élaboration du projet de PPR seront tenus à la disposition du public en mairie et au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres.

Les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie et au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 4 : L'association des collectivités concernées se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants des collectivités concernées. Elles feront l'objet de compte-rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique. Les principales étapes de la révision du PPRM pourront être relayées, à l'initiative des communes dans les bulletins d'information communaux ou communautaires.

Article 5 : La Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine sont chargées d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné : Le Républicain Lorrain.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en mairie ainsi qu'au siège de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres pendant au moins un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le Directeur Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, le maire de Sancy et le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal du bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 3 août 2012

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2012-022 du 12 septembre 2012 d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes à Hussigny-Godbrange pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et- Moselle,

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
 VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 541-2-1-II, concernant les déchets ultimes, et L.541-30-1, concernant les ISDI, ainsi que les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;
 VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;
 VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
 VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
 VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes, modifié par celui du 12 mars 2012 relatif aux stockage des déchets d'amiante lié ;
 VU le Plan de Prévention des Risques Miniers de Hussigny-Godbrange approuvé le 03/12/2010,
 VU la demande d'autorisation d'exploiter de la société EUROGRANULATS du 18 novembre 2011, complétée le 12 juillet 2012 ;
 VU le courrier du 16 août 2012 déclarant le dossier complet ;
 VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé Lorraine ;
 VU l'avis du maire de Hussigny-Godbrange ;
 VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
 VU l'avis du directeur départemental des Territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 11BI ;112 du 27/10/2011 donnant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté de subdélégation de signature n° 2011/DDT/SG//010 du 2/11/2011 ;
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La société EUROGRANULATS, dont le siège social est situé 30 rue du Canal – Pôle Industriel du MALAMBAS –57280 HAUCONCOURT, est autorisée à exploiter une installation de Stockage de déchets Inertes, sise à HUSSIGNY-GODBRANGE, au lieu-dit « le Choc » et « A Croix de Pierre », dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

En particulier, il convient d'implanter un système de haies et prairies sur le pourtour du site, en dehors de la ZNIEFF, d'une largeur de 10 à 20 m, pour préserver les continuités écologiques et permettant d'améliorer l'insertion paysagère du projet.

Article 2 : La surface foncière affectée à l'installation est de 30 hectares 80 ares 09 centiares. Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m²)	Surface affectée au stockage de déchets (m²)
		Section	Numéro		
Hussigny-Godbrange	Le Choc	ZD	51	99145	93300
	A la Croix de Pierre Au Chemin de Rédange	ZC	16b 23-24 41	8 801 voie d'accès installations existantes	6 550

Article 3 : L'exploitation est autorisée pour une durée de 6 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 : La capacité totale de stockage est limitée à : 900 000 tonnes

Article 5 : Les quantités maximales suivantes pouvant être admises chaque année sur le site sont limitées à: 350 000 tonnes ; la valeur moyenne des dépôts annuels étant de 200 000 tonnes.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- au maire de Hussigny-Godbrange,
- au pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée aux mairies de Hussigny-Godbrange. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 septembre 2012

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

ANNEXE I

Titre I - Dispositions générales

1.1. - Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

Déchets inertes : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Installation de stockage de déchets inertes : installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

Installation interne de stockage : installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

Installation collective de stockage : installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

Exploitant : personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

1.4. - Accidents – Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. - Contrôles et analyses, inopinés ou non

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

1.6. - Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

Titre II – Aménagement de l'installation

2.1. - Identification

A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

2.2. - Accès à l'installation

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante :

Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

2.3. - Moyens de pesée

Sans objet

2.4. - Moyens de communication

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

2.5. - Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 40 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

La mise en place de moyens complémentaires de nettoyage des roues des camions et le renforcement des moyens de signalisation routière sont prévues, en particulier en cas d'intervention de la balayeuse sur la RD 26, en accord avec la municipalité pour réduire les risques liés à la chaussée glissante.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

2.6. - Conformité de l'exploitation

15 jours avant l'admission des premiers déchets dans l'installation, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement et lui adresse un dossier technique comprenant une analyse, par un organisme tiers, de sa conformité aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Titre III – Conditions d'admission des déchets

3.1. - Déchets admissibles

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes ultimes respectant les dispositions du présent titre, autorisés par l'annexe II du présent arrêté.

Tout déchet inerte recyclable doit être recyclé (béton, enrobés à base de bitume).

Depuis l'arrêté ministériel du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante, les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes sont interdits dans les ISDI.

3.2. - Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.3. - Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

3.4. - Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

3.5. - Procédure d'acceptation préalable. Pour mémoire. (Ces déchets doivent faire l'objet d'une modification du présent arrêté pour être autorisés).

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III et ne figurant pas dans l'arrêté ne peuvent pas être admis.

3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux, relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, ne contenant pas de goudron, sont autorisés en stockage sur le site pour la part non recyclable et pour la réalisation de la piste.

3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ou des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé. S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le mesurage mentionné au point 6.2 et les contrôles mentionnés au point 6.4 sont également réalisés.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régala des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.8. - Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

3.9. - Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le registre contient en outre les éléments mentionnés au point 6.7.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

Titre IV - Règles d'exploitation du site

4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
35 dB(A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Bruit ambiant > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

4.4. - Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

4.5. - Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets.

4.6. - Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;
- L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

Titre V - Réaménagement du site après exploitation

5.1. - Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site mentionné au point 4.5.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.2. - Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

5.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site, et, le cas échéant, l'emplacement des alvéoles dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés. Dans ce dernier cas, l'exploitant précise les mesures prises pour garantir l'intégrité de leur stockage et leur confinement et pour prévenir toute exposition future des riverains aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et notamment les restrictions d'usage du site.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de HUSSIGNY-GODBRANGE.

ANNEXE II

Liste des déchets admissibles dans l'installation de stockage sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5

CODE DECHET ⁽¹⁾	DESCRIPTION ⁽¹⁾	RESTRICTIONS
170101	Béton**	Uniquement des déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés

17 03 02	Mélange bitumineux sans goudron**	Pour la part non recyclable
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.		

**Seuls les déchets ultimes sont autorisés sur le site : les matériaux codifiés :

17 01 01 Béton ; 17 03 02 Mélange bitumineux sans goudron , ne seront autorisés sur le site que pour la part non recyclable et pour la structure de la piste.

Les matériaux suivants sont interdits sur le site :

- Les matériaux provenant d'une activité industrielle n'ayant pas fait l'objet d'une caractérisation par analyse adaptée prouvant qu'ils sont inertes.
- Les terres suspectes ou considérées polluées à l'occasion de leur réception sur le site
- Les déchets industriels spéciaux et les déchets dangereux et non-dangereux, la ferraille ;
- Les briques réfractaires,
- Les déchets industriels banals,
- Les matériaux putrescibles et fermentescibles telles que bois, papiers, cartons, déchets verts, ordures ménagères,
- Les matières synthétiques telles que caoutchouc, plastiques résines et métaux, quels qu'ils soient,
- Les matériaux solubles tels que les plâtres,
- Les déchets susceptibles de s'enflammer et les explosifs,
- Les effluents, produits de vidange, boues ne résultant pas du criblage mécanique des matériaux extraits du site lui-même,
- Tous matériaux contenant de l'amiante.

ANNEXE III

Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 pour mémoire

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure (****)	800
Fluorure	10
Sulfate (****)	1 000 (*)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble) (****)	4 000

(*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(**) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(****) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (****)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

ANNEXE IV

Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Nom de l'exploitant	
Adresse du siège social	
Nom de l'installation	
Nom du propriétaire de l'installation	
Adresse du site de l'installation	
N° SIRET	
Code APE	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes)	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes)	
Année concernée par la déclaration	
Eléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :	

LIBELLE ET CODE DU DECHET (Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)		QUANTITE ADMISE ^(*) exprimée en tonnes	
CODE	LIBELLE	Déchets originaires du département où est localisée l'installation	Déchets originaires d'autres provenances géographiques

(*) la quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Nancy, le 12 septembre 2012

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

TRANSPORTS, SECURITE

Unité Sécurité Routière

Arrêté 2012/DDT/TS/068 du 7 septembre 2012 portant autorisation de circulation d'un petit train routier à LONGWY le 15 septembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route et notamment ses articles R317-21 et R 433-8 ;

VU le décret n° 85-891 du 16 août 1985 relatifs aux transports urbains de personnes et aux transports non urbains de personnes ;

VU l'arrêté ministériel du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente ;

VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 1997 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usagers de tourisme et de loisirs ;

VU la demande présentée le 28 août 2012 par M. Alain DERONNE ;

VU la licence n° 2009/31/0000517 pour le transport intérieur de personnes par route pour le compte d'autrui, délivrée le 01/07/2009 par le ministère chargé des transports ;

VU les procès-verbaux de visites initiales délivrés par le Directeur Régional de la Recherche, de l'Industrie et de l'Environnement de la Région Nord-Pas-de-Calais ;

VU l'arrêté du maire de LONGWY en date du 31 juillet 2012 ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Alain DERONNE 8, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59000 LILLE est autorisé à mettre en circulation un petit train routier sur le trajet défini ci-après, dans le cadre des Journées Européennes du Patrimoine à LONGWY-Haut,

- le samedi 15 septembre 2012 de 14 heures à 18 heures,
- le dimanche 16 septembre 2012 de 10 heures à 18 heures.

Le petit train touristique est constitué comme suit :

- Véhicule Tracteur-marque AKVAL-type Matériel Industriel
Numéro dans la série du type 000 ORIGIN 342 87 59 V / 38
Numéro d'immatriculation PTM 462
- Remorques - marque PIL AKVAL - type NORMALE
Numéro dans la série du type Numéro d'immatriculation
000 ORIGIN 343 87 59 / 49 QEJ 360
000 ORIGIN 147 88 59 / 05 QEJ 364
000 ORIGIN 344 87 59 / 56 QEJ 365

Article 2 : Le petit train routier ne peut effectuer que le circuit suivant :

- Le 15 septembre 2012 :

Avenue de la Grande Duchesse Charlotte – rue Albert 1er - rue Alfred Mézières - rue Legendre - Avenue du Maréchal Foch - Avenue de Saintignon.

- Le 16 septembre 2012 :

Rue Aristide Briand - rue basse des Remparts – rue Abbé Friclot - rue Stanislas - Avenue André Malraux - Avenue Paul Mansard - rue Mercy - rue Vauban – rue Ordener - Avenue de la Paix.

Article 3 : La circulation se fera à vitesse réduite dans les portions de rue concernées par le circuit.

Article 4 : La longueur de l'ensemble des véhicules ne peut en aucun cas dépasser dix-huit mètres (18 mètres).

Article 5 : Le nombre de véhicules remorqués ne peut en aucun cas excéder trois (3).

Article 6 : Un feu tournant orange agréé est installé, conformément aux dispositions de l'arrêté du 4 juillet 1972 susvisé, à l'avant et à l'arrière du convoi, dans les axes longitudinaux du premier et du dernier véhicule.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de LONGWY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté. Une copie est adressée au sous-préfet de Briey, au directeur départemental des territoires, au directeur de la DREAL Lorraine et au directeur départemental de la sécurité publique. Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 septembre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SECRETARIAT

Arrêté du 19 septembre 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine DUBOIS LE PAN, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 30 avril 2010 nommant M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 29 août 2012 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant Madame Sabine DUBOIS LE PAN dans les fonctions de directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.46 en date du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;

ARRETE

Article 1er : En application des dispositions combinées des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral N° 12.BI.46 en date du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par Monsieur Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet des signer, les arrêtés, décisions, contrats et conventions intervenant dans les domaines suivants :

I. Décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions à la DDCS de Meurthe-et-Moselle

- Octroi de congés annuels, de congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié ;
- Octroi et renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée ;
- Autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel ;
- Retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
- Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne temps ;
- Octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical ; Sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité ;
- Établissement et signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département.

II. Fonctionnement de la DDCS

- Arrêté fixant la composition du comité technique et arrêté portant nomination des membres du comité technique ;
- Arrêté fixant la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et arrêté portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCS ;
- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCS.

III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental ;
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

IV. Établissements et services sociaux

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat :
 - * les emprunts dont la durée est supérieure à un an
 - * les programmes d'investissement et leur plan de financement
 - * la variation du tableau des effectifs de personnel
 - * l'acceptation des dons et legs

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé ;
- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État ;
- Élaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens ;
- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence ;
- Financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil ;
- Décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable ;
- Notification des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté ;
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs ; - Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique Indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsions locatives.

VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile et des personnes issues de la demande d'asile ;
- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA ;
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat du conseil de famille ;
- Exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat ;
- Autorisation d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle ;
- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs ;
- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours ;
- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées ;
- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale ;
- Fixation de l'ordre du jour
- Convocations
- Notifications des décisions
- Notification des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale ;
- Signature des cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées et de toute décision concernant les cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées.

IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle ;
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration ;
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté ;
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés ;
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés ;
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale ;
- Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
- Gestion du REAAP
- Médiation familiale et conseil familial

XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Animation des politiques interministérielles en faveur de la jeunesse ;
- Instruction des dossiers de demandes d'aides financières dans les domaines suivants : loisirs, BAFA/BAFD, initiative des jeunes
- Soutien des dispositifs et actions promouvant l'initiative des jeunes
- Soutien aux politiques éducatives territorialisées
- Promotion de l'autonomie des jeunes via notamment le fonds d'expérimentation des jeunes (FEJ)
- Soutien aux associations relevant du champ de la jeunesse et de l'éducation populaire
- Contrôle de la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs
- Mise en œuvre des prérogatives réglementaires et régaliennes ;
- Décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
- Préservation de la sécurité physique et morale des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs
- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement
- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des accueils collectifs de mineurs
- Enquêtes administratives et sanctions envers l'encadrement, l'organisation ou la participation aux accueils collectifs de mineurs
- Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs
- Mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs
- Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de

M.N.S. (maître nageur sauveteur)

XII. Politique sportive

- Politique de promotion d'une activité physique et sportive pour le plus grand nombre :
 - * Soutien aux actions des associations et collectivités locales dans ce domaine
 - * Prévention des incivilités et de lutte contre la violence dans le sport
 - * Développement maîtrisé des sports de nature
 - * Soutien aux initiatives visant à une meilleure accessibilité et mixité des pratiques.
- Respect des prérogatives réglementaires et régaliennes
- Décisions d'agrément des associations sportives
- Refus d'ouverture et décision de fermeture d'un établissement d'activité physique ou sportive en application de l'article 48 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984
- Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1er alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante

XIII. Droits des femmes et égalité

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

XIV. Vie associative

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

Article 2 : En application des dispositions combinées des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral N° 12.BI.46 en date du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Sabine DUBOIS LE PAN et de Monsieur Pierre-Yves BOIFFIN, exercée dans les conditions ci-après définies :

Madame Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale et Madame Evelyne DITTE, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale

I. Comité Médical et Commissions de réforme

- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État ;
- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

II. Établissements et services sociaux

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat :

- * les emprunts dont la durée est supérieure à un an
- * les programmes d'investissement et leur plan de financement
- * la variation du tableau des effectifs de personnel
- * l'acceptation des dons et legs

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé ;

- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'État ;

- Élaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens ;

- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

III. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

IV. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable ;
- Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté ;
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs ;
- Pour l'arrondissement chef lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique.

V. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA ;
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

VI. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat du conseil de famille ;
- Autorisations d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle ;
- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs ;
- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours ;
- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées ;
- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale ;
- Fixation de l'ordre du jour
- Convocations
- Notifications des décisions
- Notifications des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale ;
- Signature des cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées et de toutes décisions concernant les cartes européennes de stationnement pour personnes handicapées.

Monsieur Yann NEGRO, attaché principal de Préfecture

VII. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy

VIII. Égalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale
- Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
- Gestion du REAAP
- Médiation familiale et conseil familial.
- Suivi des expérimentations jeunesse

Monsieur Olivier FERRE, inspecteur de la jeunesse et des sports

IX. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Animation des politiques interministérielles en faveur de la jeunesse :

- Instruction des dossiers de demandes d'aides financières dans les domaines suivants : loisirs, BAFA/BAFD, initiative des jeunes
- Soutien des dispositifs et actions promouvant l'initiative des jeunes
- Soutien aux politiques éducatives territorialisées
- Promotion de l'autonomie des jeunes via notamment le fonds d'expérimentation des jeunes (FEJ)
- Soutien aux associations relevant du champ de la jeunesse et de l'éducation populaire
- Contrôle de la qualité éducative des accueils collectifs de mineurs
- Mise en œuvre des prérogatives réglementaires et régaliennes :
 - Préservation de la sécurité physique et morale des enfants et des adolescents en accueils collectifs de mineurs
 - Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement
 - Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des accueils collectifs de mineurs
 - Enquêtes administratives et sanctions envers l'encadrement, l'organisation ou la participation aux accueils collectifs de mineurs
 - Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs
 - Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur)

X. Politique sportive

- Politique de promotion d'une activité physique et sportive pour le plus grand nombre :
 - Soutien aux actions des associations et collectivités locales dans ce domaine
 - Prévention des incivilités et lutte contre la violence dans le sport
 - Développement maîtrisé des sports de nature
 - Soutien aux initiatives visant à une meilleure accessibilité et mixité des pratiques
 - Respect des prérogatives réglementaires et régaliennes :
 - Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1er alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante

Madame ZAHRA ANSEUR, chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité

XI. Droits des femmes et égalité

- Correspondances administratives courantes n'entraînant et ne comportant ni décision ni instruction ;
- Correspondances nécessaires à l'instruction des demandes de renseignements des particuliers.

Monsieur Bertrand JACQUOT, délégué départemental à la vie associative

XII. Vie associative

- Réponses aux demandes d'information sur le fonctionnement des associations.

Article 3 : Demeurent réservés à la signature de la directrice départementale de la cohésion sociale, les documents suivants :

I. Décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions à la DDCS de Meurthe-et-Moselle

- Octroi de congés annuels, de congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié ;
 - Octroi et renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée ;
- Etablissement et signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département ;
- Autorisation d'exercer les fonctions à temps partiel ;
 - Retour dans l'exercice des fonctions à temps plein ;
 - Utilisation des congés accumulés sur un compte épargne temps ;
 - Octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical ;
 - Sanctions disciplinaires du premier groupe ;
 - Exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité.

II. Fonctionnement de la DDCS

- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCS
- Arrêté fixant la composition du comité technique paritaire et arrêté portant nomination des membres du comité technique paritaire ;
- Arrêté fixant la composition du comité d'hygiène et de sécurité et arrêté portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité ;
- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCS ;

III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental
- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État

IV. Autres décisions

- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence
- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences accueil
- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale
- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative
- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile
- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat
- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire
- Les décisions d'agrément des associations sportives
- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activités physique ou sportives
- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs

Article 4 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre
- 2) aux ministres
- 3) aux parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de région et au président du conseil régional
- 5) au président du conseil général
- 6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy

Article 5 : La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Monsieur le directeur départemental des finances publiques.

Nancy, le 19 septembre 2012

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

Ordonnateur secondaire – Arrêté du 19 septembre 2012 portant subdélégation de signature

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;
VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés ;
VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;
VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;
VU les arrêtés interministériels des 23 mars 1994 et 7 janvier 2003, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;
VU l'arrêté du Premier Ministre du 29 août 2012 nommant Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.OSD.05 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale, et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à :

- M. BOIFFIN Pierre-Yves, Directeur Adjoint
 - Mme REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne, Inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale
 - Mme DITTE Evelyne, Inspectrice de l'action sanitaire et sociale
 - M. FERRE Olivier, Inspecteur de la jeunesse et des sports
 - M. NEGRO Yann, Attaché principal de préfecture
 - Mme REGNIER Agnès, Secrétaire administrative du ministère chargé des affaires sociales,
 - Mme MALO Stéphanie, Secrétaire administrative du ministère chargé des affaires sociales,
- à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :
- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"
- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"
- Programme 109 "Aide à l'accès au logement"
- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"
- Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"
- Programme 137 "Egalité entre les hommes et les femmes"
- Programme 147 "Politique de la ville"
- Programme 157 "Handicap et dépendance"
- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"
- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"
- Programme 183 "Protection maladie"
- Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
- Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"
- Programme 219 "Sport"
- Programme 303 "Immigration et asile"
- Programme 304 "Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"
- Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – Action 1

Article 2 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme la directrice départementale des finances publiques, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur régional des finances publiques de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

Article 4 : Mme Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale, M. Pierre-Yves BOIFFIN, Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, Mme Evelyne DITTE, M. Olivier FERRE, M. Yann NEGRO, Mme Agnès REGNIER, Mme Stéphanie MALO, M. le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur régional des finances publiques de Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 septembre 2012

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- M. BOIFFIN Pierre-Yves,
- Mme REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne,
- Mme DITTE Evelyne,
- M. FERRE Olivier,
- M. NEGRO Yann,
- Mme REGNIER Agnès,
- Mme MALO Stéphanie.

AVIS ET COMMUNICATIONS**AUTRES SERVICES****UNIVERSITE DE LORRAINE****DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et formation**

En application de l'article 51 du décret n°85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et formation du Ministère de l'Éducation Nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et formation des établissements relevant du Ministère de l'Éducation Nationale, l'Enseignement Supérieur et de la Recherche auront lieu, au titre de l'année 2012, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type.(cf tableau ci-dessous)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2012
Patrimoine, logistique, prévention et restauration « BAP G »	Opérateur logistique	Université de Lorraine	5
Gestion et pilotage « BAP J »	Adjoint en gestion administrative	Université de Lorraine	5
Bibliothèques	Magasinier des bibliothèques	Université de Lorraine	1

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements SAUF pour le poste de magasinier des bibliothèques pour lequel un niveau V (BEP-CAP) est exigé.

Les registres d'inscription sont ouverts dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour par mail des dossiers d'inscription soit le 22 octobre 2012.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature, d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils peuvent être téléchargés à l'adresse suivante :

<http://www.univ-lorraine.fr>

« Recrutement UL et concours »

« Recrutements directs »

(<http://www.univ-lorraine.fr/content/recrutements-itrf-2012>)

Ils peuvent également vous être envoyés par courrier sur demande spécifique

Ils doivent être adressés dûment remplis de préférence par courriel :

Adjoint en gestion administrative

Établissement	Adresse	Téléphone
Université de Lorraine	Elisabeth.jacques-maltaverne@univ-lorraine.fr Élisabeth Jacques-Maltaverne Université de Lorraine DRH - SD GPEEC - plateforme de Metz Campus du saulcy 57000 METZ	03.87.31.50.25

Opérateur logistique et Magasinier des bibliothèques

Établissement	Adresse	Téléphone
Université de Lorraine	Caroline.convert@univ-lorraine.fr Stephane.schneider@univ-lorraine.fr Stéphane Schneider Université de Lorraine DRH – Site Lionnois Bureau de gestion des concours 24/30 rue Lionnois 54000 NANCY	03 54 50 54 19 03.83.68.53.05

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement.

Références : JORF N° 0067 du 18 mars 2012.

Bernard WURTZ
Directeur-Adjoint des Ressources Humaines

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY LAXOU**Avis de recrutement sans concours du 11 septembre 2012 de 5 adjoints administratifs hospitaliers de 2e classe au centre psychothérapique de Nancy Laxou**

En application du décret n° 90-839 du 21 septembre 1990 modifié par décret n° 2007-1184 du 3 août 2007 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la fonction publique hospitalière, le CPN de Laxou organise à partir du 1er octobre 2012 un recrutement sans concours de 5 adjoints administratifs de 2ème classe.

- Conditions d'inscription :

- Conditions générales :

Aucune condition de titres ou diplômes n'est exigée.

- Dispositions particulières :

La sélection des candidats est confiée à une commission et seuls ceux retenus par ladite commission seront convoqués à un entretien.

- Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un CV détaillé précisant les formations suivies et les emplois occupés (en précisant la durée) est à adresser en 3 exemplaires à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines par intérim
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

au plus tard deux mois à compter de la date de publication de cet avis au recueil des actes administratifs, le cachet de la poste faisant foi.
Laxou, le 11 septembre 2012

Pour /le Directeur,
Le Directeur Adjoint,
Chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**Avis de vacance du 10 septembre 2012 d'un poste d'adjoint des cadres hospitaliers devant être pourvu au choix**

Référence : Promotion interne 2001 attribuée en 2012 en Meurthe et Moselle en application de l'article 35 du statut de la Fonction Publique Hospitalière

Un poste d'adjoint des cadres hospitaliers, à pourvoir au choix, est vacant au Centre Hospitalier de Lunéville

Peuvent faire acte de candidature, les adjoints administratifs justifiant de 9 ans de services publics au 31 décembre 2011.

Les candidatures sont à adresser sous pli recommandé à l'adresse ci-dessous :

Monsieur le Directeur
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
6, rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé
- justificatif d'ancienneté (certificat administratif)
- copie des trois dernières fiches de notation.

DATE LIMITE D'ENVOI DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis.

Lunéville, le 10 septembre 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

Avis de vacance du 10 septembre 2012 d'un poste d'assistant médico-administratif devant être pourvu au choix

Référence : Promotion interne 2001 attribuée en 2012 en Meurthe et Moselle en application de l'article 35 du statut de la Fonction Publique Hospitalière

Un poste d'assistant médico-administratif, à pourvoir au choix, est vacant au Centre Hospitalier de Lunéville

Peuvent faire acte de candidature, les adjoints administratifs justifiant de 9 ans de services publics au 31 décembre 2011.

Les candidatures sont à adresser sous pli recommandé à l'adresse ci-dessous :

Monsieur le Directeur
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
6, rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé
- justificatif d'ancienneté (certificat administratif)
- copie des trois dernières fiches de notation.

DATE LIMITE D'ENVOI DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis.

Lunéville, le 10 septembre 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis de poste du 11 septembre 2012 par inscription par liste d'aptitude pour la promotion interne d'un agent de maîtrise dans la fonction d'agent de maintenance des équipements électriques**

Références :

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,

VU le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,

VU l'attribution par l'Agence Régionale de Santé en date du 25 Juillet 2012 d'un poste par promotion interne d'agent de maîtrise par voie d'inscription sur une liste d'aptitude,

Un poste d'Agent de Maîtrise dans la fonction d'agent de maintenance des équipements électriques
au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert par la promotion interne**I - CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le poste est ouvert aux maîtres -ouvriers et aux conducteurs ambulanciers de 1ère catégorie comptant au moins un an de services effectifs dans leur grade ainsi qu'aux ouvriers professionnels qualifiés et aux conducteurs ambulanciers de 2ème catégorie parvenus au moins au 5ème échelon et comptant au moins six ans de services effectifs dans leur grade.

Un baccalauréat est souhaité dans la spécialité ouverte au poste proposé.

Le poste en promotion interne est proposé par inscription sur une liste d'aptitude établie après avis de la CAP du corps d'accueil, par appréciation de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience des agents.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription sur la liste d'aptitude doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,

- Des trois dernières fiches de notation,

- Attestation d'emploi précisant la situation administrative du candidat et précisant ses acquis de l'expérience.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception,

ou

- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi,
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Saint-Nicolas-de-Port, le 11 septembre 2012

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON**Avis de concours sur titres du 19 septembre 2012 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction de standardiste**

Références :

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

VU la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,

VU le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,

VU l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvriers et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,

VU la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,

VU la vacance de poste à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob » en date du 31 juillet 2012 et vu la demande de candidature par mutation ou de détachement n'ayant pas reçu un avis favorable,

Un poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié, standardiste au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port
est ouvert au concours sur titres (CAP agent de prévention et de sécurité ou SSIAP 1 obligatoire)**I. CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

d'un diplôme de Niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,

d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,

d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,

d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II - RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception,
- ou
- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi,
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 septembre 2012

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

Avis de concours sur titres du 19 septembre 2012 pour le recrutement d'un ouvrier professionnel qualifié dans la fonction d'ouvrier de maintenance générale menuiserie/serrurerie/quincaillerie du bâtiment

Références :

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
VU la loi n°91.748 du 31 juillet 1991 modifiée portant réforme hospitalière,
VU le décret n°91-45 du 14 janvier 1991, modifié portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs d'automobile, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière,
VU l'arrêté du 30 septembre 1991, modifié par l'arrêté du 4 juin 1996 fixant la liste des titres admis comme équivalents à ceux exigés pour le recrutement par voie de concours des maîtres ouvriers et ouvriers professionnels spécialisés de la fonction publique hospitalière,
VU la circulaire DH/8D/91 n° 46 du 10 juillet 1991 relative à l'application du décret sus visé,
VU la vacance d'un poste à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob » en date du 31 Juillet 2012, n'ayant donné lieu à aucune demande de mutation ou de détachement,

Un poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié dans la fonction d'ouvrier en maintenance générale
menuiserie/serrurerie/quincaillerie du bâtiment
au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port est ouvert au concours sur titres

I. CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires soit :

- d'un diplôme de Niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente,
 - d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités,
 - d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique,
 - d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.
- Les candidats doivent remplir les conditions générales d'accès aux emplois de la Fonction Publique Hospitalière : nationalité, aptitude physique, jouissance des droits civiques.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les demandes d'inscription à ce concours doivent être adressées à :

Monsieur Le Directeur du Centre Hospitalier
3, rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

accompagnées :

- D'un Curriculum Vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre,
- De la copie des diplômes ou certificats demandés,
- De la photocopie de la carte d'identité recto verso et, le cas échéant, un certificat de nationalité.

Cette demande devra être adressée, au choix,

- par lettre recommandée avec Accusé de Réception,
- ou
- par courrier valablement déposé au service des Ressources Humaines contre la remise d'une attestation de dépôt.

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : Cachet de la poste faisant foi,
délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Saint-Nicolas-de-Port, le 19 septembre 2012

Pour Le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

